

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME ÉCONOMIQUE
DE LA COCHINCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 9 juin 1920, à 2 heures

PAR

Nguyen-Xuan-Giac

Diplômé de l'Ecole supérieure de commerce

Président : M. PAUL LESEUR.

Suffragants : { M. SOUCHON, professeur.
 { M. ROLLAND, agrégé.

PARIS

Librairie moderne de droit et de jurisprudence

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, Rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

—
1920

Thèse
Paris
1920.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

83776

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME ÉCONOMIQUE
DE LA COCHINCHINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 9 juin 1920, à 2 heures

PAR

Nguyen-Xuan-Giac

Diplômé de l'Ecole supérieure de commerce

Président : M. PAUL LESEUR.

Suffragants : { M. SOUCHON, professeur.
 { M. ROLLAND, agrégé.

PARIS

Librairie moderne de droit et de jurisprudence

ERNEST SAGOT & C^{ie}

19, Rue Cujas et rue Victor-Cousin, 10

—
1920



A la mémoire de mon Père

BIBLIOGRAPHIE

- MATHIEU : Le prêt usuraire et le crédit agricole.
MATHIEU : Propriété foncière en droit annamite.
PERROT : L'Indo-Chine agricole.
SALAUN : L'Indo-Chine.
ERNY : Les concessions en terres domaniales en Cochinchine.
HARMAND : Domination et colonisation.
DE LANESSAN : La colonisation française en Indo-Chine.
PENANT : Recueil général de jurisprudence de législation et doctrine coloniale.
DURIEN : Crédit agricole en Indo-Chine.
DEMORGUY : Impôts indirects.
DOUMER : Rapport sur l'Indo-Chine.
PONYANNE : Etude sur les voies d'eau de la Cochinchine.
Capitaine BERNARD : L'Indo-Chine : Erreurs et dangers.
EEBARDT : Possibilités agricoles et forestières de l'Indo-Chine.
COQUEREL : Paddys et riz de Cochinchine.
LAFFONT et
FONSSAGRIVES } Répertoire de la législation de Cochinchine.
Congrès d'agriculture coloniale (Union coloniale).
QUESNEL : L'agriculture indigène en Cochinchine.
PASQUIER : La colonisation des terres incultes en Indo-Chine.
AUG. CHEVALIER : L'organisation de l'agriculture coloniale en Indo-Chine et dans la métropole.
ODET DENYS : Rapport général sur l'agriculture indigène dans les colonies françaises.
Bulletins économiques de l'Indo-Chine.
Journaux officiels de l'Indo-Chine.
Comptes-rendus de l'Institut Colonial International.
(Bibliothèque Coloniale internationale).

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE DE LA COCHINCHINE

INTRODUCTION

La COCHINCHINE compte un peu plus de 3.000.000 d'habitants, parmi lesquels 2.569.000 ANNAMITES, 431.000 autres asiatiques, CAMBODGIENS, CHINOIS, MOIS, MALAIS & MINH-HUONG, le reste de la population est composé de JAPONAIS, d'INDIENS, d'ARABES, etc...

Les CAMBODGIENS et les ANNAMITES sont des races de vieille civilisation. Ils ont un art, une littérature, des lois. Mais, tandis que les premiers ont une religion le bouddhisme à laquelle ils sont restés profondément attachés, les seconds n'en ont presque pas,

si ce n'est le culte des ancêtres qui est une religion familiale, mais non sociale. C'est une des raisons pour lesquelles les ANNAMITES seront plus assimilables que les CAMBODGIENS. Ils sont tous deux agriculteurs.

Le CHINOIS est commerçant et usurier. Le MOI est forestier et chasseur.

Ces différentes races vivent côte à côte, sans trop se pénétrer, à part le CHINOIS, qui prend femme partout où il se trouve, et constitue ainsi une nombreuse race de métis.

La COCHINCHINE est un pays essentiellement agricole. Sa principale culture est le riz. On peut même dire que c'est un pays de monoculture. Sans doute, la nature de son sol la destinait plus particulièrement à la culture du riz. Est-ce à dire pour cela qu'il soit impossible d'y faire venir d'autres produits ?

Nous verrons, au cours de notre étude que des essais ont été faits de cultures riches, telles que le café, le cacao, la canne à sucre, le caoutchouc, la vanille et que si les résultats n'ont pas toujours été ceux que l'on avait escomptés, ils sont dûs surtout à l'inexpérience et à la négligence des indigènes.

Il appartiendra à l'Administration de veiller à la propension de ces cultures en encourageant les agriculteurs et en prenant des mesures appropriées. L'industrie n'a pas atteint un grand développement. Elle

est surtout agricole. Il y a des rizeries, des fabriques de briques et de tuiles, une tannerie etc. mais la plupart détenues par les Chinois.

La COCHINCHINE devrait suivre l'exemple du TONKIN & HANOI, autrefois réputée seulement pour ses incrusteurs, ses brodeurs et ses fondeurs de cuivre et où l'on compte aujourd'hui des fabriques de céramique, de briques, de tuile et d'allumettes, une tannerie, une brasserie, une boutonnière, deux distilleries, une manufacture de tabac, une usine de produits chimiques, etc.

L'élevage est rare. Il est vrai que la COCHINCHINE s'y prête peu, soit à cause des inondations dans les régions fertiles de l'OUEST, soit à cause de la sécheresse dans les régions plus pauvres de l'EST. Aussi la colonie est-elle obligée d'exporter du bétail du CAMBODGE & du LAOS.

Nous n'avons pas cru devoir insister dans notre travail, sur la distinction qui a été faite autrefois entre l'agriculture indigène et l'agriculture européenne. La question a été résolue depuis fort longtemps déjà. La seule forme possible d'exploitation d'une colonie se trouve dans l'association de l'européen et de l'indigène.

Pour l'administration, son rôle est d'éclairer, d'encourager l'initiative privée qui, à elle seule, est impuissante.

Un particulier peut être soucieux de ménager son temps et son argent. L'administration a, à sa disposition, tout un ordre de services qui peut se livrer avec plus de désintéressement à des recherches d'ordre scientifique. Elle peut et doit jouer le rôle de conseillère.

Cette tâche peut-être dévolue à la Direction du Commerce et de l'Agriculture qui s'y est, d'ailleurs, attachée. En relation avec les différentes écoles d'agriculture en FRANCE, ainsi qu'avec l'Office Colonial, et l'Agence économique de l'INDO-CHINE nouvellement créée, elle peut constituer une sorte d'Agence de renseignements à l'usage des indigènes aussi bien que des Colons européens. « C'est qu'en effet, ainsi qu'on l'a dit, le grand ennemi des coloniaux, c'est l'ignorance » (1).

Ainsi comprise, la coopération de l'Administration et du Colon européen et indigène peut donner les meilleurs résultats.

Nous avons divisé notre étude en quatre chapitres :

Le premier a été réservé à la question du régime des terres.

Le second à celle de la réglementation de la main-d'œuvre.

La troisième à celle des productions agricoles.

(1) Capitaine BERNARD: L'Indo-Chine. Erreurs et dangers.

La quatrième à celle du crédit et du transport.

Enfin, nous avons fait une place à part à une question brûlante de l'heure actuelle à celle de la piastre.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir tout dit. Notre part de contribution à l'œuvre économique de la FRANCE dans la COCHINCHINE sera modeste. Nous espérons toutefois qu'elle n'aura pas été vaine.

CHAPITRE I

« LE REGIME DES TERRES »

Un rapide aperçu du droit de propriété sous la domination ANNAMITE nous permettra de mieux comprendre l'évolution du régime des concessions depuis la conquête française.

§ I. — Avant la Conquête.

La COCHINCHINE, avant la conquête française, faisait partie d'une des quatre régions qui constituaient l'ANNAM.

La propriété se ramenait à deux types essentiels : la propriété individuelle et la propriété collective.

La propriété collective existait surtout dans les pays exploités comme territoires de chasse ou comme pâturages.

La propriété individuelle, au contraire, fait son apparition aux confins des régions agricoles.

L'Empereur d'ANNAM était le chef suprême de tous les biens dont lui seul pouvait autoriser et légitimer le partage. En fait, l'administration impériale se bor-

nait à constater l'occupation des différentes parties du sol par les chefs de famille qu'il inscrivait sur les registres fonciers « dia-bô » et dont il exigeait le paiement de l'impôt.

L'individu qui ne s'acquittait pas des redevances exigées courait le risque de se voir rayer du registre et de voir passer son champ entre les mains d'un autre.

Le dia-bô n'était pas un véritable livre foncier destiné à révéler à tous moments la situation juridique des immeubles mais un « registre-matrice » établi dans un but purement fiscal. Les mutations n'y figuraient pas. Elles étaient inscrites sur les rôles mêmes de l'impôt foncier. L'Administration française s'en servira plus tard en le perfectionnant.

La propriété individuelle se constituait soit au moment de la création des villages, soit dans les villages déjà organisés par le partage entre les familles de terres non encore appropriées ou abandonnées.

Pour favoriser la formation de hameaux et de villages, l'Ordonnance de la 5^{me} année de TU-DUC décide : (1).

« Les fonctionnaires de la COCHINCHINE sont invités à faire connaître à leurs administrés qu'ils pourront à leur convenance, demander des brevets pour

(1) PASQUIER: La colonisation des terres incultes.

recruter des colons soit au mandarin « Tong-dóc » de la province d'An-giang, soit à celui de leur province d'origine. Ceux qui auront pu recruter une compagnie de colons de 500 hommes seront élevés au grade de Chanh-dôi-truong (7^e degré du mandarinat) ceux qui auront pu recruter un régiment de colons seront élevés au grade de Chanh ou « Pho-quan-co » à l'essai. Ceux qui auront réussi à grouper un certain nombre de colons suffisant pour former un hameau seront nommés « Ba-ho » et élevés à la première classe du 9^e degré du mandarinat.

« L'ordonnance de la 17^{me} année TU-DUC stipule : « qu'abandon sera fait aux colons des terrains incultes défrichés et mis en valeur par eux.

« Ils bénéficieront de l'exemption des impôts pendant 3 ans et même exceptionnellement pendant 4 ans ».

L'ordonnance de la 12^e année de MINH-MANG prévoit :

« que les colons n'auront à supporter les charges foncières et personnelles que lorsque les rizières seront arrivées à la période de production.

« Ils seront en outre dispensés du service militaire ».

Celle de la 11^e année de MINH-MANG décide que : « Tous les lieux incultes et abandonnés pourront être concédés à toute personne que en fera la demande, sans distinguer si elle est de condition militaire ou de

condition civile, si elle appartient aux villages voisins des lieux demandés ou non ».

§ II. — Depuis la Conquête

Lors de la prise de la ville de SAIGON, en 1859, l'Amiral BONNARD entendit appliquer immédiatement les principes du droit français, d'après lesquels l'Etat acquiert, par l'effet de la conquête, le droit de propriété sur tous les terrains non occupés par les indigènes. Il importait en effet, de garantir aux indigènes la jouissance paisible des terres dont ils avaient acquis la possession, pour éviter tout sujet de mécontentement.

Pour les terrains non détenus par les indigènes la question s'est posée de savoir s'ils devaient revenir à l'Etat ou à la Colonie.

Une décision du 20 FEVRIER 1862 stipulait :

« que le prix de vente des terres domaniales aliénées serait perçu au profit de l'Etat. Cette décision fut modifiée par un décret du 10 JANVIER 1863 aux termes duquel les terres vacantes et sans maître devaient revenir au domaine local de la COCHINCHINE ».

Sous quelle forme la Colonie allait-elle en disposer ?

Le décret du 20 février 1862 relatif aux terrains urbains de SAIGON établissait le principe de la vente aux enchères publiques.

Le 25 FEVRIER 1864 le système de l'adjudication était remplacé par la vente à prix fixe ou la location avec promesse de vente.

En 1871, parut un arrêté sur l'aliénation des biens domaniaux, ayant principalement pour but la délimitation des cantons et des communes.

La délimitation était faite par des commissions qui fonctionnaient sous la direction d'un commissaire général chargé de les centraliser. Un délai de trois mois à dater de la publication au journal officiel des procès-verbaux de délimitation était accordé pour permettre la revendication des terrains indûment incorporés au domaine.

Les modes d'aliénation des biens domaniaux étaient :

- 1° L'Adjudication publique.
- 2° La vente à l'amiable.
- 3° L'Echange.
- 4° La concession à titre gratuit.

La vente aux enchères était de rigueur pour les lots urbains. Les lots ruraux pouvaient être vendus à l'amiable, à raison de frs. 40 l'hectare.

Avec l'arrêté du 2 JUIN 1874 qui consacre les systèmes de concessions gratuites, nous entrons dans une nouvelle phase du droit de propriété :

« Toute personne qui en fera la demande pourra recevoir une concession à titre gratuit, à condition

de s'engager à défricher et à cultiver le tout en dix ans et moyennant un impôt foncier ».

Cet arrêté a été modifié par un autre du 11 NOVEMBRE 1878 qui a réduit la jouissance des terres concédées gratuitement à une durée de quatre années, avec obligation pour le concessionnaire de s'en rendre définitivement acquéreur à l'expiration de ce délai, au prix de frs. 10 l'hectare. Les immeubles domaniaux ainsi aliénés étaient assujettis à l'impôt à partir du premier JANVIER qui suivait la vente.

Cette mesure eut pour conséquence de développer la petite propriété et d'en faciliter l'accès aux familles pauvres.

L'Administration se réservait en outre la faculté d'accorder des concessions de grande étendue.

Cette dernière disposition se heurta à des difficultés d'application que le Directeur de l'Intérieur consigna dans un rapport du 11 OCTOBRE 1881 dont l'importance mérite d'être signalée.

Le Directeur de l'Intérieur faisait valoir que le recrutement difficile du personnel cadastral ne permettait pas de faire des opérations de grande étendue, qu'au surplus la délivrance de titres, de propriété, avec plans à l'appui exigée par arrêté du Gr. Général du 16 MARS 1863, entraînait des dépenses considérables que la modicité du prix de vente ne venait pas compenser.

En conséquence, il proposait au conseil colonial le projet suivant :

1° Concession gratuite de terres incultes pour une durée de 4 années avec obligation de s'en rendre acquéreur, passé ce délai, mais avec paiement de l'impôt à partir du jour de la concession.

2° Etablissement du titre de propriété et de l'assiette de l'impôt par l'inscription au dia-bô.

Ce projet adopté par le Conseil Colonial aboutit à l'arrêté du 22 AOUT 1882.

Cet arrêté divise les biens domaniaux en trois catégories, au point de vue de leur aliénation.

1° Les terrains inaliénables pour raison d'utilité publique.

2° Les terrains à vendre aux enchères : lots urbains terrains ruraux bâtis ou plantés.

Pour la vente aux enchères publiques, le demandeur doit s'engager à couvrir d'au moins une enchère le prix fixé par l'Administration. Le paiement doit s'effectuer moitié au comptant, l'autre en deux annuités.

Au cas de non paiement, l'adjudicataire est déclaré déchu. Le titre de propriété est constitué par la remise à l'adjudicataire du procès-verbal d'adjudication. Un géomètre de l'Administration procède gratuitement aux opérations du cadastre.

3° Les terrains à concéder gratuitement, il est dit :

« Les terrains ruraux incultes seront concédés gratuitement à tous ceux qui en feront la demande. Cette demande à qui doit être jointe un croquis des lieux doit être adressée à l'Administrateur qui accorde lui-même la concession si elle ne dépasse pas vingt hectares. Dans le cas contraire c'est le Conseil Colonial qui statuera. Le titre de propriété est constitué par la remise à l'intéressé d'un volant détaché du registre à souche sur lequel est inscrite la concession. Le bénéficiaire est tenu à payer l'impôt foncier, à partir du premier JANVIER de la deuxième année qui suivra le contrat ».

Diverses modifications ont été apportées à cet arrêté. Nous allons les étudier successivement.

En vue de favoriser le développement de la petite propriété, un arrêté du 9 JUIN 1886 réduisit à 10 hectares la superficie des terres pouvant être concédées directement par l'Administrateur et réserva à l'Assemblée locale le soin de statuer pour toutes demandes de concessions supérieures à ce chiffre.

L'arrêté du 16 OCTOBRE 1889 va plus loin.

Il interdit la concession gratuite des terres dépassant 500 hectares et seuls peuvent être concédés les terrains reconnus réellement incultes, à l'exclusion de ceux déjà occupés par les indigènes, « avec ou sans autorisation ».

Ce dernier trait est à noter comme essai de consolidation des terres occupées par les indigènes.

L'arrêté du 15 OCTOBRE 1890 supprime la disposition relative à l'interdiction de concéder des terres de plus de 500 hectares.

Un autre du 6 NOVEMBRE 1891 défend aux bénéficiaires d'aliéner ou d'hypothéquer leurs concessions durant un délai de 3 ans.

Une distinction est établie entre le colon européen et l'indigène, au point de vue du paiement de l'impôt par un arrêté de 1897, aux termes duquel les colons européens et assimilés, concessionnaires de terrains ayant une superficie dépassant 10 hectares ne doivent l'impôt qu'à partir de la 6^e année et pour 1/5 de la totalité n'étant exigible qu'après 10 ans. Pour les concessions de moins de dix hectares, le délai accordé pour la perception de l'impôt est de trois ans.

Pour l'indigène au contraire, le délai est de trois ans, quelle que soit la contenance des terres concédées.

L'argument invoqué en faveur de cette distinction consiste à soutenir que le colon européen, moins expérimenté que l'indigène a besoin d'un délai plus long pour exploiter son champ.

En résumé la règle en matière de concession est la concession gratuite aussi bien pour les indigènes que pour les colons européens. Elle est consentie par l'Administrateur jusqu'à concurrence de 10 hectares : par

le Lieutenant Gouverneur par délégation du Gr. Général jusqu'à 300.

Le système des concessions gratuites a été critiqué par l'Administration locale qui voyait dans la vente des terrains domaniaux une source de profits pour le budget local. Il est douteux qu'elle put en tirer des bénéfices importants, car nous savons que les Européens qui consentent à s'expatrier disposent généralement de peu de capitaux. Quant aux indigènes leur pauvreté ne leur permettait pas de faire des acquisitions de terrains.

L'Administration locale elle-même a subi des reproches plus justifiés. On a dit qu'elle avait fait des concessions dont l'étendue était disproportionnée aux moyens dont pouvaient disposer les bénéficiaires. Un rapport de 1902 du Directeur de l'Agriculture et du Commerce se plaint que des milliers d'hectares de terrain ont été accordés par l'Administration avec une libéralité excessive. Il est, en effet arrivé que faute d'une main d'œuvre suffisante et de capitaux nécessaires beaucoup de terres sont restées inexploitées. L'impôt n'a pas été payé et il en est résulté des pertes considérables tant au point de vue économique qu'au point de vue fiscal.

Il importerait en outre de réduire au minimum les concessions de terres dont la superficie dépasse 500 hectares, si l'on veut arriver à constituer une moyenne

et une petite propriété en Cochinchine, d'autant plus que les grandes concessions ont été attribuées généralement aux colons Européens. Si ce système devait être continué, il serait de nature à décourager l'indigène que nous avons tout intérêt à fixer au sol.

§ III. — Consolidation de la propriété indigène

Pour éviter la spoliation des cultivateurs par des personnages influents, il était nécessaire de prendre certaines mesures de consolidation.

Nous avons mentionné plus haut l'arrêté du 16 Mars 1863, qui exigeait la délivrance de titres de propriété lors de l'acquisition des terrains concédés, formalité à laquelle on dut renoncer, à cause de ses complications et des dépenses qu'elle occasionnait.

Un arrêté du 28 Janvier 1865 sanctionné par un autre du 6 Avril 1871, rendit obligatoires la transcription et l'enregistrement des transactions. Ces dispositions étaient insuffisantes, puisque les registres ne pouvaient pas être consultés par les tiers.

Une circulaire du Directeur de l'Intérieur opéra la transformation de l'ancienne matrice cadastrale, ou dia-bô, en véritable livre foncier. A l'avenir les mutations qui ne figuraient qu'aux rôles de l'impôt foncier

devront être inscrites au registre cadastral au fur et à mesure de l'enregistrement des actes de transaction.

Cette circulaire fut complétée par l'arrêté du 6 Mars 1891, en vertu duquel les charges grevant les immeubles devaient être inscrites au dia-bô.

A la suite d'un arrêt de la Cour de SAIGON du 4 Août 1904, qui décida que la mise en nantissement d'un immeuble n'était pas opposable aux tiers, si elle n'avait pas été mentionnée au dia-bô, parut un arrêté du 22 Septembre 1908 par lequel « toute personne pouvait requérir un extrait du dia-bô ».

Cette innovation doit être considérée comme fort importante, car désormais le dia-bô devenait organe du publicité.

CHAPITRE II

MAIN-D'ŒUVRE

Immigration. Règlementation de la main-d'œuvre.
Métayage.

La question de la main-d'œuvre est une question particulièrement épineuse en Cochinchine.

La main-d'œuvre est rare et son insuffisance tient à trois causes principales :

La première résulte de la faiblesse de la densité de la population.

La seconde résulte de la facilité de la vie de l'indigène et de son peu de besoins.

La troisième tient à l'exode des ouvriers agricoles vers la ville.

Pour remédier à cet état de choses divers projets ont été étudiés.

En premier lieu, l'emploi de la main-d'œuvre pénale qui fut abandonnée, en raison de son insuffisance.

On a essayé alors de créer un courant d'immigration annamite et tonkinoise.

§ I. — L'Immigration.

Le syndicat des planteurs de Cochinchine prit en 1896 l'initiative d'un projet d'immigration qui fut repris en 1898 par la Chambre d'Agriculture. Les résultats en furent malheureux. La plupart des coolies n'avaient jamais travaillé la terre, et beaucoup d'entre eux étaient des gens sans aveu.

En 1901, la Chambre d'Agriculture proposa d'ajouter à l'immigration tonkinoise et annamite, l'immigration chinoise. Elle émit, en outre, le vœu de voir créer en Annam, au Tonkin et en Chine, des agences officielles d'immigration. C'est de ce vœu que sortit en 1904 la société civile d'Etude d'immigration Chinoise en Cochinchine et au Cambodge dont le sort ne fut pas de longue durée.

En 1907, M. BONHOURE, Gouverneur de la Cochinchine fit étudier par M. OUTREY, inspecteur des services civils des provinces de l'Ouest, le moyen d'introduire en Cochinchine la main-d'œuvre des provinces surpeuplées du Tonkin. Un projet fut élaboré avec l'adhésion du Gouverneur Général de l'Indo Chine. Il fut soumis en Novembre 1907 à la Chambre consultative du Tonkin (1).

(1) PASQUIER: La colonisation des terres incultes en Indo-Chine.

D'après ce projet l'immigration pouvait se faire de deux manières : ou bien les paysans tonkinois pourraient coloniser pour leur propre compte ; ou bien ils pourraient aller louer leurs services à de grands propriétaires fonciers européens ou annamites.

Dans le premier cas, c'était, naturellement, le système des concessions gratuites qui serait utilisé, « aux termes de l'arrêté du 6 Novembre 1891, dit le projet, des concessions gratuites de moins de 10 hectares pourront être faites à des particuliers avec la seule obligation d'avoir mis en culture la totalité du terrain concédé dans un délai de 3 ans. Du jour de la mise en culture, les concessionnaires ont la pleine jouissance des terrains et ce n'est qu'à ce moment qu'ils peuvent obtenir un titre de propriété définitif.

Le chef de la province intéressée pourra préparer le lotissement des terres disponibles par masses de 200 hectares. A chaque famille, il pourra être donné en concession provisoire, un terrain de 4 hectares. Le plan parcellaire de la région mise en valeur sera ensuite dressé au fur et à mesure de la mise en valeur et des demandes de titre définitif de propriété ».

Dans le second cas, les conditions du recrutement comme les clauses du contrat d'engagement étaient soigneusement précisées. Tout un règlement était soumis à la Chambre consultative, qui discuta scrupuleusement la question. Tout semblait indiquer le suc-

cès de l'œuvre entreprise. Elle n'eut malheureusement pas de lendemain.

Il lui a manqué un organe de direction et de contrôle qui assurât son exécution et sa continuité.

§ II. — Réglementation de la main-d'œuvre

Parallèlement à ce mouvement d'immigration, le gouvernement se préoccupait de doter la Cochinchine d'une véritable législation agricole.

Le premier texte en vigueur est un arrêté du 5 Novembre 1896. Il crée la carte spéciale d'engagé, et exempte celui-ci de l'impôt personnel, mais reste muet sur les contrats d'engagement.

Un arrêté du 7 Février 1901 rendit applicable à la Cochinchine l'arrêté du Gouvernement général du 26 Août 1899, fixant les conditions de contrats de travail entre patrons européens et ouvriers ou domestiques indigènes. Ce texte institue le livret d'ouvrier, sanctionne la rupture d'engagement, l'insurbodination, le débauchage. Il prévoit que tout engagé qui aura des sujets de plainte contre son engagiste pourra en saisir l'autorité la plus voisine qui statuera dans la limite de ses attributions ou devra transmettre la plainte au magistrat compétent. Cet arrêté prévoyait enfin que la condamnation de l'engagé pouvait être convertie en journées de travail.

En 1907, une commission nommée par un arrêté du Lieutenant gouverneur de la Cochinchine fut chargée de rechercher les modifications à apporter à l'arrêté du 5 Novembre 1896. Les travaux de cette Commission aboutirent à l'arrêté du 13 Avril 1909.

L'organisation en village des indigènes et des Asiatiques étrangers était prévue, les obligations des engagés vis-à-vis de l'Administration étaient nettement définies, leur statut était déterminé, par une série de clauses que devaient être impérativement reproduites dans leur contrat de louage.

L'arrêté du 8 Mars 1910 sera consacré exclusivement à la main-d'œuvre étrangère. Ce texte contient des dispositions concernant les conditions de travail; l'hygiène de l'ouvrier, il organise surtout le contrôle des immigrants agricoles.

Cet arrêté fut modifié par un autre du 20 Mai 1913, tendant à assurer aux travailleurs le maximum de bien-être et de protection, tant au point de vue de l'hygiène qu'au point de vue pécuniaire.

Sans doute un pas a été fait dans la réglementation de la main-d'œuvre ; mais il reste encore beaucoup à faire en ce sens, car de nombreuses difficultés surgissent chaque jour entre engagistes et engagés.

§ III — Le Metayage

Pour l'exploitation des terres, divers procédés sont

employés. Les petits propriétaires de 30 à 40 hectares cultivent eux-mêmes leurs champs.

Ceux qui en possèdent de plus vastes étendues sont parfois obligés pour avoir une main-d'œuvre suffisante, de donner en location une petite superficie de quelques hectares à plusieurs cultivateurs-locataires appelés « Ta-diên ». Ceux-ci, après avoir terminé leurs travaux sur les terres prises en fermage, se mettent au service de leurs propriétaires « Chu-diên » moyennant une redevance en paddy.

Les propriétaires font aux locataires des avances en paddy, en argent et quelquefois donnent en location les animaux nécessaires à l'exploitation du champ ; les buffles sont loués à raison de 50 à 60 gia par paire, les bœufs à raison de 20 à 30 gia.

Les avances en paddy de consommation et de semences sont remboursées à la fin de la récolte avec intérêt de 50 à 100 %, suivant les régions.

Les avances en argent sont remboursées également au moment de la récolte, à raison de 2 gia 1/2 à 3 gia, par piastre avancée.

Les contrats de location sont toujours établis dans le courant des deuxième et troisième mois de l'année. Ils sont ordinairement pour un an, sauf lorsque le terrain est nouvellement défriché et nécessite des travaux d'amélioration. En ce cas, la location dépasse rarement trois années.

Beaucoup de colons français ont adopté le mode employé par les propriétaires annamites et pratiquent le système du cong-lê, c'est-à-dire qu'ils demandent à leurs engagés de cultiver pour leur compte personnel $\frac{1}{3}$ d'hectares pour 5 hectares de terres louées.

D'autres pratiquent le procédé dit « Lam-ruong-re » c'est-à-dire une association entre le propriétaire et le cultivateur pour la mise en culture avec partage par moitié des bénéfices réalisés. Le propriétaire outre sa part dans les frais de travaux, fait les avances nécessaires en nature et en argent, à charge par le cultivateur de les rembourser avec les intérêts d'usage.

Certains emploient aussi des coolies au mois à raison de 6 à 8 piastres, sans la nourriture. Souvent ils prennent des ouvriers à l'année à raison de 40 à 60 piastres, en fournissant la nourriture et le logement.

Quelques propriétaires pratiquent le système dit « Ruong-Giao » :

Ils paient une certaine somme aux cultivateurs qui se chargent de faucher, labourer et cultiver un nombre d'hectares convenus. Il est entendu que les grains pour la semence sont à la charge des propriétaires. Une fois que les plants de riz atteignent une certaine hauteur, les cultivateurs remettent la terre cultivée aux propriétaires sans s'occuper de la récolte qui appartient en entier à ces derniers.

CHAPITRE III

PRODUCTIONS AGRICOLES DE LA COCHINCHINE. LE RIZ. — IMPOTS.

I. — La nature du sol propre à la culture du riz. — Procédés employés pour la culture du riz — Les Semences

§ I. — La nature du sol propre à la culture du riz.

La COCHINCHINE a été surnommée le grenier de l'Extrême-Orient, à cause de son énorme production en riz. Nous verrons plus loin dans le chapitre réservé au commerce, quelle est la capacité de production de la COCHINCHINE en cette céréale.

Le sol de la COCHINCHINE se prête merveilleusement à cette culture. Il est composé en majeure partie de sable reposant sur un sous-sol argileux, sa fertilité provient principalement des alluvions apportés, chaque année, par les deux grands fleuves qui traversent la Colonie. Elle tient aussi aux pluies abondantes et régulières qui tombent pendant plus de six mois de

l'année. Enfin, l'élévation de sa température favorise beaucoup la culture du riz qui a besoin pour se développer non seulement de chaleur, mais aussi d'humidité.

On peut diviser les terrains propres à la culture du riz en deux groupes :

1° Les terrains bas-alluvionnaires avec fonds argileux absolument imperméable où croissent les riz dénommés riz de rizières.

2° Les terrains élevés très sablonneux et perméables, arrosés seulement par des pluies irrégulières et par suite moins riches que les premiers. Ils fournissent les riz appelés riz des montagnes. On peut y ajouter les terrains situés au bord de la mer et peu à peu conquis par les alluvions. Ces terrains saturés de sel marin ne deviennent utilisables qu'au fur et à mesure que les eaux de pluie les ont suffisamment lavés.

Procédés employés pour la culture du riz.

Pour étudier les procédés employés pour la culture du riz, nous allons prendre comme type de rizières celle des terrains bas qui est d'ailleurs la plus commune.

Les rizières sont des espèces de mares entourées de petites digues de 60 à 75 centimètres de hauteur,

séparées en un nombre plus ou moins grand de compartiments et pourvues, sur leurs côtés, de vannes ou « dap » qui permettent tantôt l'irrigation de la rizière en cas de sécheresse, et tantôt l'écoulement des eaux en cas d'inondation. Les travaux de culture ne commencent qu'après la construction des digues.

La première opération est celle du labourage qui se fait à l'aide de charrues, instruments aratoires assez primitifs.

En vue de stimuler les indigènes à perfectionner ces instruments, la chambre de commerce et d'agriculture organisa le 14 Juin 1909 un concours de charrues indigènes qui donna les résultats les plus satisfaisants.

Les indigènes se servent également pour retourner la terre, après le premier labour, d'une sorte de herse, formée d'un seul rang de longues dents en bois, fixées sur une forte traverse. Pour la traction des instruments, on emploie les bœufs et les buffles.

L'ensemencement se fait en général vers Mai et Juin, après l'apparition des premières pluies et dès que le sol a été suffisamment détrempé.

Il s'opère de deux manières différentes : la première consiste à semer directement dans les rizières; la seconde à élever d'abord les plans en pépinière.

Dans le premier cas, on commence par agiter fortement l'eau de la rizière, puis on lance à la volée le

riz qui a trempé préalablement dans l'eau, de façon à s'alourdir.

Au bout de 24 heures, les grains sont couverts d'une petite couche de terre et la germination aura lieu 8 à 10 jours après.

Dans le second cas, on commence par plonger dans une mare ou dans un récipient « cai-lu » les grains destinés aux semis et enfermés dans un sac. Lorsque au bout de trois ou quatre jours ils ont commencé à pousser des radicules, on vide les sacs et on laisse s'égoutter les grains.

C'est alors qu'on les lance à la volée dans un espace de terrain spécialement préparé à cet effet et choisi parmi les plus riches.

Lorsqu'au bout de cinq à six semaines, les « mâ » ont atteint 25 à 35 centimètres de haut, on les arrache des pépinières et alors commence l'opération du repiquage.

Il est généralement réservé aux femmes. Munies d'un petit pieu en bois, (cai-noc) à l'aide duquel elles font des trous dans la rizière, elles plantent les mâ par touffes de 4 à 5 tiges, à la distance de 25 centimètres environ les uns des autres.

Le repiquage ne se fait généralement qu'une fois. Cependant en certains endroits, on en fait deux et jusqu'à trois.

Les rizières sont l'objet des plus grands soins pen-

dant tout le temps de la croissance du riz. Elles doivent, jusqu'à la floraison, rester constamment couvertes d'une couche d'eau maintenue à un niveau de 40 centimètres au moins.

La floraison a lieu, quatre ou cinq mois après le repiquage et la récolte se fait, selon les espèces de riz, du mois de Novembre au mois de Mai.

Le rendement du riz varie selon les terrains.

Il est en moyenne de 60 à 80 gia à l'hectare.

Si on estime la vente à 50 piastres les 100 gia, cela représente 30 à 40 piastres de revenu brut à l'hectare et 5 à 15 piastres de revenu net, si on estime à 25 piastres les dépenses.

Pour le décortiquage, il existe actuellement 16 usines en Cochinchine, dont 10 à CHOLON, une à SOCTRANG, une à RACHGIA, 2 à MYTHO, celles-ci construites et dirigées par des Annamites, et deux petites électriques à SAIGON. D'autres étaient en voie de construction, mais le mouvement a été malheureusement enrayé par la guerre.

Les Engrais

Les indigènes se servent peu d'engrais. En plus des deux engrais naturels que constituent l'humus et les eaux de pluie, ils se servent quelquesfois de la chaux et principalement de la cendre de balle de paddy. C'est

un engrais très riche en azote, en acide phosphorique et en matières minérales. Il est regrettable que les indigènes n'aient jamais songé à employer certains engrais naturels qu'ils ont sous la main, notamment les déchets de fabrication de poissons séchés et fumés. Le poisson sec est, on le sait, avec le riz, la base de l'alimentation des indigènes. La fabrication laisse des milliers de tonnes de déchet qui pourraient constituer un excellent engrais.

Citons encore comme engrais possibles et faciles à utiliser, les résidus secs de distillation qui contiennent une grande quantité de chaux et d'acide phosphorique alliée à une masse considérable de matières azotées ; les cendres de CO-LUC-BINH, herbe aquatique et flottante qui encombre les cours d'eau de la Cochinchine dont la richesse en azote est très élevée.

Des essais d'engrais ont été faits au champ d'essai de PHU-MY près de SAIGON par M. ACHARD, inspecteur de l'Agriculture, et à celui d'ONG-YEM, dans la province de THUDAUMOT par M. HAFFNER, directeur de l'Agriculture en Cochinchine. Ces essais furent repris de 1901 à 1904 par la Commission d'Amélioration des riz de COCHINCHINE.

Ils ont démontré que l'emploi des os calcinés des tourteaux, le coton et de ricin, du fumier de ferme, du phosphate de chaux et du sulfate de manganèse, avait

déterminé une amélioration sensible dans la production des rizières.

Les Semences

A la question de l'amélioration des terres, se rattache celle de l'amélioration des semences de paddys.

Dès 1875, sur la demande de la Chambre de Commerce de SAIGON, une commission composée d'un Administrateur, de maires indigènes, et de trois membres de la Chambre de commerce, fut chargée d'étudier la question.

Elle conclut :

1° A la nécessité de surveiller les semences employées par les cultivateurs et de distribuer des graines choisies avec primes aux meilleures récoltes, en vue de l'amélioration de ces semences.

2° A l'établissement d'un type de riz fixé par une réunion de négociants exportateurs.

3° A la création de comités agricoles indigènes, composés de grands propriétaires fonciers chargés de centraliser tous les renseignements relatifs à l'amélioration du riz.

De ces trois propositions, la troisième seule aboutit : elle eut d'ailleurs des résultats médiocres.

Il faut arriver jusqu'en 1895 pour trouver un com-

mencement de réalisation de l'amélioration des riz de Cochinchine.

Toujours sur l'initiative de la Chambre de Commerce, dont les efforts ne se sont jamais démentis, des concours régionaux et annuels furent organisés et une somme de 2.000 à 3.000 piastres fut mise à la dispositions des comités régionaux, pour être répartie entre les lauréats de ces concours.

Ils eurent lieu régulièrement jusqu'en 1905 date à laquelle la Chambre de Commerce y renonça. Elle avait constaté que les indigènes se bornaient à soigner leurs semences sur une faible étendue de façon à pouvoir prendre part aux concours généraux.

La Chambre de Commerce, aidée par le Gouvernement n'a pas cessé pour cela de s'intéresser à la question de l'amélioration des semences. En 1910, le Conseil colonial vota un crédit pour la création d'un laboratoire de sélection qui fut achevé l'année d'après. Les services qu'il est appelé à rendre peuvent être d'une très grande portée. Car étant donné la latitude et la nature du sol de la Cochinchine, ses riz pourraient rivaliser avec ceux qui sont les mieux côtés sur le marché européen.

En dehors de la sélection du riz, la Chambre de Commerce essaya l'introduction dans la colonie de semences étrangères.

En 1870, on en fit importer de l'Inde. Malheureusement, cette année-là les rizières eurent beaucoup à souffrir de la sécheresse et les récoltes furent mauvaises. De 1892 à 1897 on fit des essais de paddys de Birmanie, qui ne réussirent pas tant à cause de la mauvaise qualité des semences importées, qu'à cause des mauvais choix des rizières.

On fit alors l'expérience du riz de JAVA en 1898 et en 1899. Elle donna lieu aux remarques suivantes :

1° Que le riz de JAVA demandait à être cultivé sur un terrain assez élevé et légèrement sablonneux ;

2° Que ces riz dégénéraient rapidement, le plus souvent, dès la troisième année.

Si les essais d'introduction des riz étrangers n'ont pas donné les résultats auxquels on pouvait s'attendre, il n'y a pas lieu de se décourager. Nous pensons, au contraire, que faits avec plus de méthode et de soin, ils auraient été couronnés de succès, à l'exemple des expériences tentées aux Etats-Unis, avec les riz japonais de KUISHIN. Le service de l'Agriculture de Cochinchine a pensé ainsi, puisque tout récemment il proposait au gouvernement la création d'une station expérimentale destinée à la fois à l'étude des diverses variétés de riz de la Cochinchine, et aux essais d'acclimatation des riz étrangers.

Culture Mécanique — Hydraulique

On a fait plusieurs essais de machines agricoles qui n'ont qu'imparfaitement réussi. En Cochinchine, il se dresse un obstacle presque insurmontable, à la culture mécanique, c'est l'amolissement des terres qui les rend incapables de supporter le poids des appareils. Avant donc d'entreprendre aucun esai de ce genre, il importe d'améliorer le régime hydrographique du pays ; travaux de dragage, le drainage, de nivellement et de force motrice. L'attention des pouvoirs publics a été attirée sur ce point et de nombreux canaux ont été creusés soit par les soins des Administrateurs de province, soit par ceux du service des Travaux Publics de la Cochinchine. Pour y parvenir tantôt on a eu recours aux journées de prestation fournies en nature, (dan xâu) tantôt on s'est adressé à des travailleurs indigènes salariés, tantôt enfin, on a accepté purement et simplement la main-d'œuvre bénévole et gratuite des habitants qui ont été récompensés de leur peine par l'attribution des terrains qui bordent les canaux. C'est par elle qu'on a pu creuser les canaux connus sous le nom de Canaux de TONG-DOC-LOC, dans la parties de la plaine des zones située sur le territoire de MYTHO, ainsi que les canaux de TONG-CO, de

PHU-HON et de ONG-LON. Il reste encore beaucoup à faire pour l'aménagement des rizières et la création des canaux de grande communication. Il convient de reconnaître cependant que les grands propriétaires indigènes de l'Ouest comme du reste un certain nombre de colons européens ont déjà fait creuser à leurs frais un réseau très important de canaux qui s'embranchent sur les artères créées par l'administration. Ils ont ainsi mis en valeur des terres incultes très étendues et sensiblement amélioré la riziculture.

§ II. — Le commerce du riz — Exportation.

Les riz usinés se divisent en riz cargo, riz blancs et en brisures.

Jusqu'en 1878, les seuls riz réservés à l'exportation étaient les riz cargo, plus ou moins mélangés de brisures et même de paddys ; dans une proportion qui allait parfois jusqu'à 50 %. Exportés dans de pareilles conditions, les riz de COCHINCHINE subirent une sensible dépréciation sur les marchés étrangers, notamment au JAPON et aux INDES.

Le Gouvernement, à la suite d'une énergique campagne, menée par la Chambre de Commerce de SAI-

(1) Rapport général sur l'Indo-Chine.

GON, prit en 1878, un arrêté fixant à 15 % la proportion maximum de paddy qui pouvait être mélangé au riz cargo.

La COCHINCHINE fait le commerce de riz avec la CHINE, les ILES PHILIPPINES, le JAPON, les INDES NEERLANDAISES et l'EUROPE.

La CHINE est la meilleure cliente de la COCHINCHINE pour le riz.

Au début, les Chinois exportaient une quantité énorme de paddys qu'ils transformaient chez eux en riz blancs. A la suite de nombreuses réclamations de commerçants et industriels français, une première surtaxe à l'exportation de 0,03 cents les 100 Kgs fut établie en 1882 sur les paddys et cargos contenant plus de 33 % de paddy et en 1896 elle fut portée à 0 piastre 12 1/2 les 100 Kgs. Le résultat de ces mesures fut que l'exportation du paddy en Chine diminua considérablement. De 163.000 tonnes où elle était montée en 1895, elle tomba à 72.000 tonnes l'année suivante.

Le chiffre total d'exportation pour la Chine a été de 350.099 tonnes en 1915 (1).

La France est, après la Chine, un des principaux débouchés de la Cochinchine. Jusqu'en 1890 elle n'avait exporté en France qu'une très petite quantité de riz, qui en raison de leur mauvaise qualité et des diffi-

(1) Bulletin économique de l'Indo-Chine, page 962.

cultés de transport se trouvaient sur le marché français en état d'infériorité vis-à-vis des riz étrangers.

En 1888, la Chambre de Commerce de SAIGON émit le vœu de voir imposer à l'entrée en France, un droit de 2 Frs sur les paddys et cargos étrangers contenant plus de 33. % de paddy et un droit de 3 Frs sur les riz travaillés. Ce vœu ne fut réalisé que trois ans plus tard. Par arrêté du 31 Janvier 1891, la loi de Juillet 1890 portant modification au tarif général des douanes à l'égard des riz étrangers fut promulguée en COCHINCHINE. D'après cette loi, les paddys, les brisures et les riz étrangers étaient frappés respectivement de 3, 6 et 8 francs. Le résultat fut immédiat.

Tandis que le chiffre d'exportation pour la France était en 1890 de 8.547 tonnes, il montait à 23.228 l'année suivante, pour l'année 1915 il a été de 212.616 tonnes.

Les paddys et les riz cargos n'entrent que pour peu dans le chiffre total de l'exportation en France.

Ainsi, sur les 212.616 tonnes exportées en 1915, le paddy n'entre que pour 32.134, le riz cargo pour 1.517 tonnes, le riz blanc pour 91.700 et les brisures et farines pour 87.265(1).

Après la Chine et la France, viennent les îles

(1) Bulletin économique de l'Indo-Chine, année 1916, page 962.

PHILIPPINES, les INDES NEERLANDAISES et les Etablissements des DETROITS.

Ces pays qui sont, eux aussi, producteurs de riz sont obligés, cependant, de s'en pourvoir en COCHINCHINE, vu l'énorme densité de leur population. Les INDES NEERLANDAISES par exemple possèdent 40.000.000 d'habitants pour la subsistance desquels 10.000.000 de tonnes de riz sont nécessaires.

En 1893, l'exportation sur les INDES NEERLANDAISES était de 43.713 tonnes de riz; en 1902, elle s'élevait à 118.188 tonnes et en 1915 à 178.573 tonnes (2).

Pour les ILES PHILIPPINES, en 1893 elle était de 33.263 tonnes, en 1902 de 222.571 tonnes, et en 1915 de 105.119 tonnes (3).

Enfin le JAPON entre pour une grande part dans le commerce d'exportation du riz de COCHINCHINE, ce qui peut paraître surprenant, étant donné que le JAPON est grand producteur de riz. Ce phénomène peut s'expliquer par sa population qui est très dense. Il se produit en outre ce fait particulier, que les riz du JAPON étant très prisés sur les marchés européens, les JAPONAIS jugent plus profitable de les exporter, en se réservant de se procurer du riz de COCHINCHINE

(2) Bulletin économique de l'Indo-Chine, année 1916, page 962.

(3) Bulletin économique de l'Indo-Chine, année 1916, page 962.

pour leur consommation propre. En 1890, le JAPON importait pour 47.919 tonnes, en 1898 pour 124.000 et en 1906 pour 54.905 seulement.

L'exportation totale de la COCHINCHINE de ces dernières années donne une moyenne de 1.283.000 tonnes.

Ces chiffres ne donnent qu'une idée approximative de la production totale de la COCHINCHINE en riz. Il faudrait y ajouter la consommation propre de l'indigène qui est énorme. Si nous évaluons d'après les derniers recensements, la population à 3.000.000 d'habitants et si nous adoptons comme moyenne de nourriture par tête d'habitant et par jour de chiffre de 500 grammes de riz blanc, cela représente 15 Kgs par mois et 180 Kgs par an, c'est-à-dire environ 216 Kgs de paddy. Nous aurons alors $216 \times 3.000.000 = 648.000.000$ Kgs ou 648.000 tonnes de paddy. Nous savons d'autre part qu'une grande quantité de riz est employée pour la fabrication de l'alcool. Prenons comme moyenne de consommation de l'alcool de riz le chiffre de 5 litres par tête d'habitant, nous arrivons à une consommation de 15.000.000 de litres. Il faut environ 1 Kg. 500 de riz pour un litre d'alcool à 37 degrés, ce qui donne 22.500 tonnes de riz représentant environ 28.000 tonnes de paddy. Evaluons à 100.000 tonnes la consommation nécessaire aux animaux domestiques, à 120.000, les réserves pour les semences et prenons

comme moyenne des exportations 1.283.000 tonnes nous arrivons au total suivant :

Moyenne des exportations	: 1.283.000
Consommation des indigènes (nourriture) .	648.000
(Alcool)	28.000
Consommation des animaux domestiques .	100.000
Réserves pour les semences	120.000
(1) TOTAL	2.179.000

Ce chiffre reste pourtant au dessous de la capacité de production de la COCHINCHINE qui est loin d'être exploitée dans sa totalité. On a pu constater que 400.000 hectares de terre cultivables immédiatement étaient encore vierges; 640.000 hectares seraient cultivables après aménagement (irrigation, drainage), 800.000 pourraient l'être après des travaux assez longs. La plaine des jongs à elle seule offre plus de 200.000 hectares de terre extrêmement fertile et inexploitée. Le conseil colonial a voté un crédit destiné à l'étude de l'aménagement de cette plaine. Malheureusement les travaux à entreprendre pour les rendre cultivables seront longs et difficiles du fait qu'ils ne pourront être exécutés que pendant la saison sèche, la plaine des jongs étant complètement inondée pendant sept mois de l'année.

(1) COQUEREL: Riz et paddys de Cochinchine.

Il est juste cependant de constater l'énorme progression de la superficie des terres cultivées.

De 380.000 hectares cultivés en 1868, nous passons à 1.520.000 chiffre donné par les plus récentes statistiques (1).

On peut juger par ces chiffres, du développement à venir de notre belle colonie, le jour où elle sera sillonnée de canaux et où la question de la main-d'œuvre et de la culture intensive sera résolue.

§ 3. — LES IMPOTS

Impôt direct. — Impôt indirect.

Il y a deux sortes d'impôts en COCHINCHINE : l'impôt direct ou impôt foncier des rizières, et impôt indirect ou impôt sur les riz à leur sortie de la colonie.

Impôt direct.

Avant la conquête, il n'y avait qu'une sorte d'impôt appelé impôt de riz, perçu tantôt en nature, tantôt en espèce. L'impôt en nature était de 26 thangs (mesure de capacité contenant environ 2 litres 36) de paddy de bonne qualité, par m² (le m² équivalait 1/2 hec-

(1) COQUEREL: Riz et paddys de Cochinchine.

tare) et par an, pour les rizières basses et humides et par conséquent les plus fertiles, dites « Thaô-dien », et de 23 thangs pour les rizières plus élevées et moins fertiles, dites « son dien ».

Le propriétaire indigène devait, en outre, verser un pourcentage d'un dixième pour compenser les pertes de gain qui pouvaient se produire pendant le transport.

La perception de l'impôt en espèces était faite à raison de 3 ligatures (30 tiens) par Vuong de paddy (la ligature équivalait à 10 tiens dont chacun représentait 60 sapèques de zinc, et le Vuong valait 40 litr.). Au début de la conquête, il fallait 5 ligatures pour faire une piastre. Cette dernière valant 5 à 5.50.

On aboutissait à un peu moins de 5 ligatures par mâu de thao-dien, et un peu plus de 5 ligatures par mâu de son-dien. L'impôt que chaque village était chargé de percevoir était versé dans les magasins ou dans les caisses de l'Etat, selon qu'il était exigible en nature ou en espèces.

Lors de notre installation en COCHINCHINE, l'AMI-RAL GOUVERNEUR décida tout d'abord que l'impôt devait être perçu en nature, comme c'était le cas le plus général en COCHINCHINE; seules les provinces très éloignées devaient verser en espèces au taux de 3 ligatures le Vuong de paddy.

Au 22 Octobre 1864, considérant que le transport des

riz perçus en nature occasionnait des charges considérables aux villages, l'Amiral-Gouverneur décide que l'impôt sur les rizières serait converti en argent à raison de 5,50 par mâu pour les rizières humides, et de 5 frs. par mâu pour les rizières élevées.

Les versements devaient s'effectuer par quart de mois en mois, à partir du second mois après la récolte.

En 1869, le contre-amiral gouverneur estimant que l'impôt qui frappait les rizières était trop élevé, prit un arrêté qui le réduisit d'un tiers pour les rizières dont la contenance avait été constatée soit par des opérations cadastrales, soit par des titres de propriété reconnus réguliers.

Un arrêté du 9 Septembre 1878 poussa la réduction jusqu'au quart.

Le résultat inattendu de ce dégrèvement fut d'encourager les indigènes à la fraude. Ils dissimulèrent aux fonctionnaires chargés du recensement des rizières, l'étendue exacte de leurs terres. Aussi, le 11 Novembre 1880, le Conseil Colonial demanda-t-il la suppression de tout dégrèvement. En revanche, afin de permettre une taxation plus équitable, suivant le degré de fertilité des terres, il vota une importante diminution de l'impôt foncier qui devait être fixé à 3, 2, et 1 franc. Ce vote fut sanctionné par un arrêté du Gouverneur de la COCHINCHINE, du 15 du même mois. L'année suivante, le décret du 5 Juillet prescrivant l'établis-

ment du budget de la colonie en piastres, l'impôt des rizières fut converti en piastres. Le taux de la piastre étant de 5 fr. l'impôt se trouvait être, en définitive de 0, p. 60, 0.40 et 0.20.

Ces dispositions furent modifiées par quatre arrêtés.

Le premier du 30 Décembre 1893, majora le taux de l'impôt de 10 % en raison de la baisse constante de la piastre.

Le deuxième du 31 Décembre 1894 porta la majoration à 20 %.

La troisième du 9 Février 1897 la porta à 23 %.

La quatrième du 23 Mars de la même année décida que les colons européens ayant une concession supérieure à 10 hectares ne seraient astreints au paiement de l'impôt qu'à partir de la 6^e année de la mise en possession. L'impôt foncier devenait exigible à ce moment par 1/5 avec progression du même taux par année jusqu'à extinction totale.

En 1897, le Gouverneur, vu la baisse constante de la piastre fit une nouvelle révision de l'impôt qu'il fixa par arrêté du 15 Décembre à 1 p. 50, 1 p. et 0 p. 50.

En 1901, le Gouverneur de la Cochinchine, estimait que la division des régions en classes, d'après le degré de fertilité du sol, était arbitraire, étant donné le caractère variable du sol dans une même province, décida d'adopter pour la classification des rizières le

rendement moyen en grain par hectare. Un arrêté du 8 Juin de cette année les répartit en trois classes :

- 1° Les rizières produisant 60 gia et plus par hectare.
- 2° Les rizières produisant moins de 60 gia et plus de 30 gias.

- 3° Les rizières produisant moins de 30 gias.

Ce système de répartition fut vivement critiqué.

Dès 1905 un conseiller indigène proposa une nouvelle classification basée non plus sur le rendement en grain, mais sur la valeur locative du terrain. L'Administration, malgré un vote favorable du Conseil colonial, n'adopta pas ce point de vue.

Toutefois, elle présenta en 1908 un nouveau projet de classification en six catégories, toujours basé sur le rendement. Le conseil colonial se rallia au projet de l'Administration, en demandant qu'on y ajoutât la valeur locative du terrain comme moyen d'évaluation. Elle proposa qu'un délai de deux ans fut accordé pour la vérification du nouveau mode de perception. Le gouvernement y acquiesça. La période de deux ans une fois écoulée, les résultats en furent déclarés satisfaisants. Ils furent sanctionnés par un arrêté du 10 Octobre 1910 dont les lignes générales sont :

- 1° La division en 6 classes.
- 2° Le rendement moyen par hectare complété par la valeur locative du terrain, comme procédé d'évaluation.

Impôts indirects.

Jusqu'en 1878, il n'y avait pas de taxe de sortie sur les riz et paddys de Cochinchine.

A plusieurs reprises, l'Administration avait essayé de remédier au déficit budgétaire en proposant de frapper à leur sortie certains produits d'exportation d'un droit fixe. La chambre de commerce de SAIGON avait toujours résisté aux projets du Gouvernement en lui opposant le décret du 30 Janvier 1867, ce qui lui enlevait tout pouvoir réglementaire en matière de douane.

En 1878, l'Amiral-Gouverneur se basant sur la réduction des tarifs de l'impôt foncier, prit, d'accord avec la Chambre de Commerce, un arrêté établissant un droit de sortie sur les riz cochinchinois fixé à 0 p. 10 par 60 kgr. 400. Les paddys étaient assujettis aux trois quarts de ces droits. Les chinois ne manquèrent pas d'exploiter le privilège qui était ainsi accordé aux paddys. Ils en exportèrent des quantités énormes qu'ils transformaient chez eux en riz blancs et qu'ils pouvaient écouler sur les marchés à bien meilleur compte que les riz de Cochinchine, grâce au bas prix de leur main-d'œuvre. Sur protestation de la Chambre de Commerce, un arrêté du 15 Novembre 1880 fixa les droits de sortie à 0 p. 15 pour les riz et à 0 p. 11 1/4 pour les paddys, exception faite pour

ceux exportés en France et dans les colonies françaises par « navires français » qui restaient soumis à l'ancienne taxe de 0,10 et 0,07 1/2.

Cette réglementation étant jugée insuffisante, le Directeur de l'Intérieur décida, à la date du 17 Décembre 1881, de frapper les riz et paddys d'un seul et même droit de 0,15. Ceux à destination de la France et de ses colonies eurent également un tarif d'unification de 0,10 cents. En 1887, ces droits furent portés à 0,19 pour les riz à destination de l'étranger, et à 0,12 pour ceux à destination de la France et de ses colonies, qui bénéficièrent en outre d'un arrêté ratifié par décret du 2 Septembre 1887, relatif à la suppression de la distinction du pavillon.

En cette année de 1887, se place un fait important, la création des Douanes Indo-Chinoises (arrêté du 24 Juin 1887).

Désormais, les droits d'entrée et de sortie seront perçus par l'Administration des Contributions Indirectes et des Douanes.

Nous n'en continuerons pas moins de constater d'incessantes variations dans la législation douanière de la Cochinchine.

Ainsi en 1891, paraît un arrêté abaissant les droits sur les riz blancs à destination des Philippines à 0,12. Un autre de la même année décida que les riz et paddys de Cochinchine exportés au Cambodge par voie

de mer ainsi qu'en Annam et au Tonkin, jouiraient d'une détaxe de 0,05. Par contre, en 1893, pressée par les nécessités budgétaires, l'Administration fera porter les droits de sortie sur les riz et paddys à destination de l'étranger à 0,26 par 100 kgr. sur ceux à destination de la France et ses colonies, à 0,17 et sur ceux à destination des PHILIPPINES à 0,20. Cette même année, les paddys de SIAM furent admis en franchise en Cochinchine à condition qu'ils fussent réexportés dans les six mois de leur entrée dans la colonie.

En 1894, une majoration de 0,05 par 100 kgr. sur les riz et paddys à destination de l'Extrême-Orient et des Philippines fut votée par le Conseil Colonial et admise par arrêté du 31 Décembre avec application à partir du 1 Janvier 1895.

La Chambre de Commerce qui s'était jusqu'alors opposée à toute augmentation de droits de sortie sur les riz de COCHINCHINE, allait bientôt prendre l'initiative contraire.

Le mouvement d'exportation des paddys sur la Chine prenant des proportions chaque jour plus grandes, devenait un véritable danger pour l'industrie locale.

Sur approbation du Conseil colonial, une majoration de 0,09 par 100 kgr, sur les paddys et riz cargo contenant plus de 35 % de paddy, fut décidée par

arrêté du 31 Décembre 1895 et appliquée dès le 1 Janvier 1896.

En 1896, le Ministre des Colonies proposa d'unifier le tarif de sortie des riz cochinchinois « quelle que fût leur destination ». La Chambre fit opposition à ce projet. Elle en admit un autre qui divisait la taxe en deux parties : la première invariable sous forme d'impôt foncier quelle que soit la destination, la deuxième douanière variant suivant la destination. Pour établir la première taxe, on devait considérer la valeur du paddy ; pour établir la seconde, on devait tenir compte des conditions du marché. Ces taxes furent approuvées définitivement par deux décrets en date du 29 Décembre et du 30 Décembre 1898, et promulguées par un arrêté du 7 Février 1899.

Le premier de ces décrets fixait comme suit le tarif général des douanes, à la sortie, des riz de l'Indo-Chine, et « à destination de l'étranger : »

Paddy et riz cargo contenant plus de 33 % de cargo :
0,76 les 100 kgr.

Riz cargo contenant moins de 33 % de paddy : 0,42
les 100 kgr.

Riz blanc : 0,32 les 100 kgr.

Le deuxième décret fixait comme suit l'impôt foncier à la sortie des riz de l'Indo-Chine, pour « toutes destinations » :

Paddy et riz cargo contenant plus de 33 % de paddy :
0.12 les 100 kgr.

Riz cargo contenant moins de 33 % de paddy, 0.15
les 100 kgr.

En plus de ces deux impôts indirects, les riz et paddys de Cochinchine exportés pour toutes destinations supportent à la sortie une troisième taxe indirecte dite d'outillage instituée par un arrêté du 30 Novembre 1910 du Gouverneur Général rendu exécutoire par décret en date du 31 mars 1911.

Cette taxe est versée à titre de subvention du budget général de l'Indo-Chine à un budget spécial établi par la Chambre de Commerce de SAIGON, et uniquement affecté à l'organisation des services et à l'exécution des travaux d'outillage, du port de SAIGON.

Elle est de 0,02 par 100 kgr. de riz cargo, ou blanc à la sortie et pour toutes destinations et de 0,01 par 100 kgr. de paddy ou de farine à la sortie et pour toutes destinations.

Une quatrième taxe est le droit de statistique. Il est de 0,01 par tonne sur les paddys et riz de toute catégorie et pour toutes destinations.

AUTRES CULTURES. — CULTURES RICHES.

Poivre, Café, Cacao, Canne à sucre. Vanille, Tabac,
Caoutchouc, Bois, Maïs, L'industrie de la soie.

Dangers de la monoculture.

La monoculture constitue un grave danger. « Si la récolte vient à manquer, c'est la famine inévitable. Sans compter que l'équilibre économique peut être rompu sous l'influence de causes difficiles à prévoir » (1).

Cette nécessité d'entreprendre des cultures variées a, de tout temps, attiré l'attention des nations colonisatrices. Grâce à ses efforts raisonnés, la Grande-Bretagne qui exportait en 1874 cent mille Kgs de thé, est arrivée à une production de 30 millions de kilos en 1903.

La Hollande nous offre un exemple encore plus frappant. En 1830, le gouvernement Hollandais s'alarme de la pauvreté et de l'épuisement de son domaine colonial. Pour y remédier, elle introduisit des cultures variées et riches là où il n'y avait que des plantations de riz. Rien que la culture du café a produit en l'espace de 20 ans 880 millions de francs.

Les Cochinchinois beaucoup plus travailleurs que

(1) Capitaine BERNARD: l'Indo-Chine. Erreurs et dangers.

les Havanais, cultiveraient de grand cœur des plantes rémunératrices, si on leur en apprenait la valeur.

Parmi les cultures riches, ainsi dénommées parce que leurs produits bons pour l'exportation rapportent d'importants bénéfices, citons :

Le Poivre.

Les deux centres de culture du poivrier en Cochinchine sont BIEN-HOA, et HATIEN, ce dernier comprenant les grandes plantations de BAIOT, HONCHONG et RACH-DUNG. Le poivrier a été exporté des forêts de TRAVANCORE, et de MALABAR. Encouragé par la loi de 1892, qui fixait les droits de douane sur les poivres étrangers à 208 fr. les 100 kgr., tandis qu'il ne frappait les poivres des colonies françaises que d'un droit de 104 fr., il ne tarda pas à se répandre rapidement dans la colonie(1). Il prit même des proportions inquiétantes. La France en effet en consomme une moyenne de 2,900 tonnes. Or la Cochinchine a elle seule en produit près de 3,000 tonnes. Il était à craindre dans ces conditions que cette denrée ne trouvât pas suffisamment de débouchés, d'autant plus qu'elle était en concurrence avec celle de SINGAPOUR, de TILLECHERY et de COCHIN qui se vendent moins cher.

(1) Bulletin économique de l'Indo-Chine, année 1910, page 67.

Pour parer à la crise, le Parlement inséra dans une loi de finances, un article qui en limitait l'exportation à 4,000 tonnes pour la Cochinchine.

A la suite de nombreuses protestations, le Parlement adopta le 12 Juillet 1902 une loi édictant « que des décrets annuels détermineraient chaque année les quantités de poivre de l'Indo-Chine qui pourraient être admises à la détaxe coloniale. Conformément à cette loi, un décret du 6 Août 1902 fixa le crédit d'importation à 2,000 tonnes pour la Cochinchine.

Ce régime n'eut la vertu de satisfaire ni les planteurs coloniaux, ni les importateurs métropolitains.

Une nouvelle loi du 2 avril 1903 modifia le décret en vigueur en supprimant les crédits limitatifs mais en portant à 312 francs les droits d'entrée pour les poivres étrangers et à 208 francs pour les poivres coloniaux.

La production du poivre n'en diminua pas moins.

C'est alors que sur la proposition de M. Deloncle, député de la Cochinchine fut votée en 1909 une nouvelle loi qui décidait que la quantité de poivre devant être admis à la détaxe tous les ans serait déterminée par des décrets rendus tous les 3 ans. Pour les années 1910, 1911, 1912, la quantité fixée par décret pris conformément à cette loi fut de 500 tonnes pour la Cochinchine. En somme, on revenait à l'ancien système

des lois limitatives dont les résultats avaient été peu concluants.

Enfin, la loi du 5 Août 1913 relative à l'établissement du régime douanier colonial décida que les poivres seraient passibles des droits du tarif minimum métropolitain diminué de 104 francs.

L'exportation du poivre en ces dernières années a été la suivante : en 1914, 3.093.916 Kgs ; en 1915, 3.957.475 Kgs ; en 1916, 2.516.658 Kgs (1).

Café.

La culture du café a échoué en Cochinchine pendant fort longtemps. Depuis lors, grâce à un patient effort, les épreuves tentées ont eu plus de succès. Les espèces cultivées sont le Libéria, le Bourbon et le Java. Encore que la production en soit moins prospère qu'au Cambodge, elle est appelée à un grand avenir en Cochinchine à cause de l'humidité du sol qui s'y prête admirablement.

Cacao.

La culture du cacao a été entreprise en Cochinchine. Elle a eu tout d'abord des résultats assez peu favorables à cause de l'inexpérience des planteurs. L'Administration tint cependant à en favoriser l'essor, en

(1) QUESNEL: Tableau des exportations principales de la Cochinchine,

achetant directement les récoltes et en dégrevant les plantations de tout impôt.

Grâce à ces concours administratifs, l'administrateur de Bentré signalait déjà en 1898 dans un de ses rapports que la culture du cacaoyer était en grande progression. En 1914 on comptait 5,010,500 pieds plantés au jardin d'essai de Bentré.

Un autre administrateur écrivait plus récemment : « Si les indigènes étaient assurés de trouver un débouché de leurs produits, ils planteraient presque tous des cacaoyers dans leurs jardins ».

Cette culture doit être favorisée car elle est d'un très bon rapport.

Les plantations du Congo sont un bel exemple que la Cochinchine devrait imiter.

Canne à sucre.

On en cultive environ 5,000 hectares dans les provinces de l'Est. On les destine presque exclusivement à la fabrication du sucre. Dans les autres parties de la Cochinchine, les indigènes les emploient à leur consommation propre.

Les espèces les plus cultivées sont : la canne jaune, dite mia vang, plantée dans les terres basses et riches, la canne rouge, dite mia by, plantée dans les terres

riches et humides, et la petite canne, dite mia lau, plantée dans les terrains élevés et secs (1).

Dépenses de culture d'un hectare de mia vang :

Préparation du terrain	120 piastres.
Achat de boutures	80 »
Achat de cendre, son ou tourteaux	35 »
Achat de chaux	8 »

243 piastres.

La récolte d'un hectare évaluée à 44 tonnes se vend au prix de

270 piastres.

243 »

Le bénéfice est de 27 piastres.

Dépenses de culture d'un hectare de mia by :

Loyer du terrain	20 piastres.
Préparation	45 »
Achat de boutures	23 »
Frais de mise en place	12 »
Fumerie et menus soins	50 »
Achat de cendre, chaux, son	50 »

200 piastres.

(1) QUESNEL: L'agriculture indigène en Cochinchine, page 14.

Le rendement d'un hectare est de 34 tonnes 500 se		
vendant	230	piastres.
	— 200	»
Bénéfice	30	»

Dépenses d'un hectare de mia-lau :		
Loyer du terrain	5	piastres.
Labours	15	»
Boutures	30	»
Fumier et cendre	48	»
Mise en place	7	»
	150	piastres.

Un hectare produit en moyenne 24 tonnes se ven-		
dant:	120	piastres.
	— 105	»
Bénéfice	15	piastres.

On remarquera que les frais sont considérables par rapport au rendement qui est faible et très inférieur à celui de JAVA. Cela tient en grande partie à l'insuffisance de la fumure. Malgré que les indigènes y dépensent une somme importante les produits qu'ils emploient en dehors du fumier de ferme sont de peu de valeur, en particulier les sons et les cendres de balle de paddy.

Vanille.

On a essayé la culture de la vanille en Cochinchine. On n'y a malheureusement pas réussi sauf aux environs de HANOI où elle a eu quelques succès.

Importée de la REUNION dont elle est la principale production, elle a été cultivée avec tous les procédés employés dans ce pays et les indigènes s'y sont mis avec facilité. L'expérience devrait en être renouvelée. L'hectare comprend 3.000 à 3.500 pieds avec un rendement de 200 à 300 Kgs de vanille. La France en consomme annuellement de 40 à 80.000 Kgs. La Cochinchine aurait tout intérêt à suivre l'exemple de MADAGASCAR où les vanilleries ont parfaitement réussi.

Tabac

La culture du tabac commence à se développer en COCHINCHINE. Elle se fait principalement dans certaines régions de l'Est. Elle a jusqu'ici servi exclusivement à la consommation propre des indigènes. Mais en la développant, on pourrait en faire une denrée d'exportation pour la France.

Les qualités cultivées sont : 1° Le tabac dit de GOVAP, le plus apprécié de la clientèle indigène, 2° le tabac dit d'HOCMON (1).

(1) QUESNEL: L'agriculture indigène en Cochinchine, page 13.

Les dépenses à faire pour mettre en culture un hectare de tabac de GOVAP sont :

Loyer du terrain	4 piastres.
Creusement du puits et d'aménagement	72 »
Achat de semis	96 »
Achat de tourteaux	600 »
Achat de fumier d'étable	275 »
Frais d'arrosage	200 »
Menus soins	40 »

TOTAL . . . 1.287 piastres

Les dépenses de cueillette et de préparation des feuilles s'élèvent par hectare à : . . . 32 »

Main d'œuvre pour hacher les feuilles	48 »
Frais de séchage	48 »
Frais de confection de tablettes et apprêt	48 »
Sucre pour apprêt	5 »

TOTAL . . . 1.468 piastres.

Un hectare produit environ 4.000 tablettes de 300 grammes soit 1.440 Kgs. Le prix de vente sur place est de 35 p. les 100 tablettes soit . . . 1.680 piastres.

Bénéfice : . . . 212 piastres.

La mise en culture d'un hectare en tabac dit d'HOC-MON occasionne les dépenses suivantes :

Frais de préparation du terrain . . .	18 piastres.
Creusement de puits	45 »
Achat de semis	20 »
Mise en place	6 »
Fumure (main-d'œuvre)	48 »
Arrosage	60 »
Menus soins	9 »
Tourteaux	320 »
Fumier d'étable	244 »
Cueillette et préparation	173 »
	943 piastres.

Un hectare produit 3.500 tablettes pesant ensemble 1.050 Kgs et se vendant 29 piastres les 100 tablettes soit 1.015 piastres.
— 943 »

72 piastres.

Caoutchouc.

La récolte et l'exportation du caoutchouc naturel ont été arrêtées par le fait qu'elles n'étaient pas réglementées. Les mauvais procédés employés par les indi-

gènes ont abouti à la destruction d'un grand nombre de peuplements.

Parmi les plantations de la Cochinchine, celle d'Hévéas donnent les plus belles espérances. Elles pourront sous peu expédier en France pour plusieurs millions de frs de caoutchouc d'excellente qualité.

La progression de la production est constante. En 1914, l'exportation totale a été de 182 T. 300 et pour la France de 143.973 Kgs, en 1915 de 362.781, en 1916 de 548.587 et en 1917 de 804.656 (1).

C'est en 1897 que l'Hévea fut réintroduit en INDO-CHINE par la mission RAOUL. Les 1^{ers} plants furent cultivés à la station de ONG-YEM. Peu de temps après un modeste fonctionnaire M. Belland installait à PHU-NHUAN à 6 Km de Saïgon une plantation de 40 Ha d'hévea. Dès la 2^e année de son exploitation, elle rapporta 100.000 fr. de bénéfice net. Il s'ensuivit un grand engouement à Saïgon ; des colons, des fonctionnaires et des indigènes souscrivirent des sommes importantes pour la création de grandes plantations. Ce fut le point de départ de la colonisation capitaliste en Indo-Chine. (Aug. Chevalier. — Congrès d'agriculture coloniale page 18).

L'éminent auteur déclare qu'après avoir visité les grandes plantations de la Malésie britannique, des

(1) Bulletin économique d'Indo-Chine.

Indes Néerlandaises et de Ceylan qui représentent un capital environ 2 milliards 1/2, il n'y en a pas qui donne une impression plus favorable que celle de la Cochinchine.

« Les remarquables plantations de Loc-Ninh, de Suzannah, Xa-trach, de Xa-can, d'An-loc et quelques autres que nous avons visitées, dit-il, peuvent être données comme des modèles par leur organisation, par la beauté des arbres, par l'habileté et le rendement de la main-d'œuvre annamite. Dans la plupart des plantations, on cherche à accroître les rendements par la culture intensive ».

La culture de l'hévea tente à devenir de plus en plus industriel et scientifique. C'est à la plantation d'An-loc que la culture mécanique de l'hévea a été réalisée pour la 1^e fois. C'est également dans cette plantation, ainsi que celle de Suzannah qu'a été pratiquée la culture intensive à grand espacement des arbres avec labourage et fumure.

Dans le Nord de Thu-dan-mot, M. Hallet a montré les avantages du Clean-Weeding pour la mise en culture des terres rouges occupées par la « mer des bambous ».

La partie plantée de la plantation de Loc-Ninh qui couvre aujourd'hui 2500 Ha a été créée suivant ces méthodes.

Bois.

Les forêts de la COCHINCHINE sont particulièrement riches encore qu'elles aient été l'objet d'une exploitation à outrance de la part des Chinois (2).

On les classe en quatre catégories :

Ceux de la première, remarquables par leur densité et la finesse de leur grain sont réservés à l'ébénisterie. Ceux de la deuxième moins denses sont propres à tous usages et généralement employés pour la charpente et la menuiserie. Ceux de la troisième sont nettement inférieurs aux précédents et utilisés pour le caissage et la fabrication des meubles ordinaires. Ceux de la quatrième enfin sont employés comme bois de chauffage. Ils renferment des quantités de bois blancs, non résineux qui pourront être utilisés avantageusement pour l'industrie de la pâte à papier.

Jusqu'ici la France n'a guère consommé de bois exotiques. Les échecs subis par les exportateurs sont dûs au prix élevé des frêts et aux bénéfices exagérés prélevés par les intermédiaires. Mais, en présence des nécessités de l'heure présente, la France devra s'adresser à ses colonies pour satisfaire à ses besoins. Pour diminuer le coût du frêt, il importerait de n'exporter que des bois débités conformément aux mesures usuelles.

(1) EBERHARDT : Possibilités agricoles et forestières de l'Indo-Chine.

Maïs.

Le maïs a donné lieu dans ces dernières années à un mouvement d'exportation assez important. En 1914, elle était de 30.938, 166 Kgs, en 1915 de 27.970.453, en 1916 de 33.337.055, en 1917 de 7.484.532, pour le premier semestre (1).

Le Maïs Cochinchinois se trouve dans une situation défavorable par rapport aux maïs de l'Argentine. Ceux-ci en effet qui ont à effectuer des trajets beaucoup plus courts, supportent des frêts moins élevés et peuvent se vendre à meilleur marché. Alors que la tonne de maïs se payait de 45 à 48 Frs elle supportait un frêt de 250 Frs. Les achats métropolitains ont donc considérablement diminué et l'indigène a cessé d'augmenter ses cultures.

Il est juste d'ajouter que la colonie n'est pas outillée suffisamment pour placer ce produit sur le marché d'Europe.

Les expéditions étaient faites dans de mauvaises conditions. Le grain n'était pas séché, et aussi arrivait-il sur nos marchés avarié et déprécié.

L'Industrie de la Soie.

L'industrie de la soie s'est beaucoup développée en Cochinchine. Les Cochinchinois peuvent rivaliser d'ha-

(1) QUESNEL: Tableau des exportations.

bileté avec les Annamites et les Tonkinois. Pour la qualité de la soie, les fabricants lyonnais admettent qu'il suffit de peu pour qu'elle soit égale à celle de la Chine et du Japon, d'où nous en exportons une grande quantité. Nous savons en effet que la France est loin de produire toute la soie préparée par ses usines. Sur 4,367,000 kgr. qu'elle consomme, en moyenne, elle en importe 3,872,000. La Cochinchine y entre pour une part infime. En 1914, le chiffre d'exportation était de 8,681 kgr., en 1915, de 5,152; en 1916, de 5,727; et en 1917, de 458 pour le premier semestre.

Si l'exportation semble aller en diminuant au lieu d'augmenter, cela tient non pas à une baisse dans la production, mais à ce fait que l'indigène en consomme de plus en plus sur place au fur et à mesure qu'il s'enrichit (1).

Les transports.

Aux colonies le chemin de fer prime la route et la précède. Or le réseau de voies ferrées de la Cochinchine est encore bien insuffisant. La ligne de Saïgon-Mytho sera bientôt inexploitable par suite de l'usure et du manque de soins, sa réfection s'impose. Il est d'autre part indispensable de prolonger cette ligne vers l'Ouest Mytho, Cantho-Sotrang, Bac-lieu pour drainer

(1) Bulletin économique de l'Indo-Chine.

vers le port de Saïgon les riches produits de la vallée du Bassac.

Les voies ferrées devront en outre être complétées par de larges routes reliant les stations entre elles. Les routes construites dans l'Ouest ont déjà très notablement influé sur l'extension de la culture ; de même dans l'Est c'est grâce aux nombreuses routes ouvertes que la colonisation européenne s'est développée et que les plantations d'hévéa se sont multipliées.

Enfin, il conviendrait d'aménager les nombreux cours d'eau qui sillonnent le pays de toutes parts et qui sont le moyen de transport le plus simple et le plus économique.

Le transport en grand des récoltes et notamment celui du riz est assurée par de grosses jonques « Ghe-chai » de 100 à 150 Tonnes tantôt pourvues d'une voile, tantôt armées d'une dizaine de rameurs ou bien elles naviguent par leurs propres moyens ou bien elles sont attachées en trains de 8, 10, 15 jonques qu'une chaloupe remorque. Cette organisation est presque entièrement entre les mains des Chinois qui, détenant presque toutes les usines de décortiquage du riz, ont intérêt à assurer le transport des récoltes jusqu'à Cholon, centre des rizeries.

Néanmoins le nombre des chalands à vapeur est encore bien insuffisant, et cette insuffisance ralentit d'une façon très appréciable le mouvement commer-

cial. Quand en effet les vents sont contraires, les grosses jonques à voile se voient forcées de jeter l'ancre et d'attendre des temps meilleurs.

Il nous faut enfin rappeler combien est importante pour la colonie la question des transports maritimes dont la crise risque d'entraver l'essor du commerce Cochinchinois. Un effort sérieux a toutefois déjà été réalisé par M. le Gouverneur Général Sarraut qui a constitué un noyau de flotte Indo-Chinoise.

CHAPITRE IV

LE CREDIT AGRICOLE. — LA BANQUE DE L'INDO-CHINE. — LA BANQUE DE LA COCHINCHINE

I. Le fléau de l'Agriculture indigène. — L'usure. —
Crédit mobilier : les récoltes, magasins généraux. —
Crédit immobilier : les terres.

II. Le Crédit Mutuel : les institutions indigènes de
prévoyance et de prêt mutuel.

L'usure.

Le fléau de l'Agriculture en Cochinchine comme
dans toutes les autres colonies du groupe est l'usure.

Les causes principales en sont : 1° La rareté des
capitaux ; 2° La pauvreté et l'imprévoyance des
indigènes.

C'est pour remédier à la première de ces causes qu'a
été pris l'arrêté du 21 Avril 1868 relatif à la liberté
du prêt à intérêt. Pour justifier cet arrêté, on a fait
valoir que le gage donné au prêteur étant insuffisant
par suite de l'instabilité de la propriété du sol, il en

résultait une grande difficulté pour se procurer des capitaux même à un taux raisonnable. Mais cet arrêté n'est applicable aux indigènes que lorsqu'ils traitent avec les Européens. Un décret du 25 Juillet 1864 spécifie, en effet que c'est la loi annamite qui régit toutes conventions et contestations civiles et commerciales entre indigènes et asiatiques.

Le maximum du taux fixé par la loi annamite est de 3 % par mois, soit 36 % par an. Mais le taux monte parfois jusqu'à 240 % ; il est même d'autant plus élevé que l'échéance est plus courte. Ainsi pour un prêt de 6 mois, le taux est de 30 à 100 % ; pour un prêt de 3 mois, il est de 40 à 150 %, et pour un prêt d'un mois de 120 à 240 %. La loi reste impuissante contre un pareil système. Bien plus, elle se retourne contre ceux-là mêmes qu'elle cherche à protéger. L'agriculteur indigène a court d'argent pour exploiter son champ est obligé d'emprunter à n'importe quel taux et l'usurier ne manque pas de se prévaloir des risques qu'il court du fait de la loi, pour aggraver les conditions du prêt qu'il consent.

Les exploiters ordinaires de l'indigène sont :

1° Les notables du village qui, souvent, ont emprunté la somme qu'ils prêteront ensuite à l'indigène.

2° Les Chinois et les Chettys, race originaire de l'Inde. Véritables professionnels de l'usure, ces derniers constituent une société en nom collectif ayant son

siège social à MADRAS et représenté dans la colonie par un de ses associés payant patente. Les garanties ordinaires du créancier sont :

1° La constitution en gage de la propriété avec désaisissement.

2° La constitution en gages sans désaisissement.

Généralement le prêteur exige un nantissement immobilier. La récolte en effet ne constitue pas un gage bien sûr. Car, outre qu'elle est sujette à de nombreux aléas, sécheresse, inondation, baisse des cours, le créancier se trouve de plus, exposé à la mauvaise foi de l'emprunteur.

La nantissement se confond dans la pratique avec la vente sous condition de rachat. Il devient possible dans un délai maximum de 30 ans. C'est la prescription trentenaire de MINH-MANG. L'indigène qui est très attaché à sa terre, par raison religieuse et nécessité d'existence peut garder ainsi l'espoir de redevenir maître de son domaine. Pour cela il devra ou bien louer des terres dont le revenu lui permettra de se libérer de sa dette, ou bien prendre en location sa propre terre.

Dans les deux cas, il pourra difficilement se tirer d'affaire car la différence entre le prix de la location et les revenus de la terre s'élèvera rarement au montant des intérêts qu'il devra payer. Il se trouve en fait définitivement exproprié.

Le danger des prêts sur gage immobilier est tel que la Hollande et l'Angleterre les ont interdits aux indigènes dans l'Inde et à Java.

La Banque de l'Indo-Chine.

Un décret en date du 21 Janvier 1875 a institué la Banque de l'Indo-Chine et lui a conféré tous les droits et privilèges en matière de prêts sur récoltes et de prêts sur marchandises édictés par la loi du 20 Juin 1874 au profit des banques coloniales. Aux termes de ce décret, la Banque peut consentir des prêts sur récoltes, soit aux individus, soit aux collectivités agricoles.

Le but de ce décret était : 1° De doter l'INDO-CHINE de facilités de crédit analogues à celles obtenues aux ANTILLES; 2° de combattre l'usure.

Il ne pouvait pas s'agir toutefois, de modeler l'organisme nouveau sur le système en usage aux ANTILLES. Il eut été trop compliqué et trop coûteux.

On eut recours à un procédé plus simple.

Chaque année, à une époque déterminée, les cultivateurs désireux d'emprunter, seraient invités à adresser leur demande aux notables de leur commune chargés de les transmettre à l'Administrateur qui instruirait, ferait connaître les conditions du prêt, puis saisirait la Banque. Les intérêts et les remboursements seraient inscrits sur rôle spécial et recouvrés de la même manière que l'impôt foncier.

Conformément à ce décret, un arrêté fut pris en date du 21 Avril 1876 réglémentant les prêts sur récoltes en Cochinchine, approuvé par dépêches ministérielles des 31 Mars et 7 Avril 1876 (1).

Les termes de cet arrêté sont les suivants :

Dans toute l'étendue de la Cochinchine les communes sont autorisées à contracter, au nom et pour le compte de ceux de leurs inscrits qui en feront la demande, des emprunts à la Banque de l'Indo-Chine. Le montant de cet emprunt ne peut pas dépasser le tiers de la valeur des récoltes.

La demande devra porter :

1° Les noms, prénoms et domicile de tous les propriétaires qui veulent contracter un emprunt à la Banque.

2° La situation exacte des terres de chacun d'eux, leur contenance, la nature de la culture et les origines de la propriété.

3° L'évaluation de la récolte pour chaque terre ou si la demande a lieu, avant que la récolte ne soit pendante, la moyenne des dernières années.

4° La somme demandée par chacun des propriétaires et le total de toutes les sommes partielles exprimée en piastres.

5° L'engagement de rembourser le prêt total qui

(1) LAFFONT et FONSSAGRIVES, Répertoire VI.

sera fait par la Banque le 15 Mai de chaque année, et ce, quelle que soit la date à laquelle les sommes auraient été mises à la disposition des villages.

La demande établie en triple expédition scellée du cachet du village et signée par les trois notables instrumentant, est présentée par eux à l'inspection, où, après avoir été vérifiée quant à ses énonciations et déclarations, elle est enregistrée au droit fixe de 1 fr. dû par chacun des emprunteurs. Une expédition est ensuite adressée à la Banque par l'entremise de l'Administration, la seconde rendue au village et la troisième reste à l'inspection. Les contrats ne deviennent définitifs qu'après approbation de l'administration.

Les notables déclarent recevoir pour le compte des emprunteurs de leur village, à charge par eux de verser à chaque intéressé le montant du prêt.

Ils ont pour mission de recouvrer les sommes prêtées et d'en porter le montant à l'Administrateur.

Un délai de 30 jours est accordé pour le recouvrement. Passé ce délai, les sommes non recouvrées sont remboursées à la Banque par le Trésor. La colonie devient alors subrogée à tous les droits de la Banque qui comme compensation de sa responsabilité lui consent 3 % sur les 15 % taux de l'intérêt sont affectés à la garantie de l'emprunt : 1° les récoltes; 2° les terres.

Au point de vue de récoltes, l'Administration a beau

déclarer qu'après un délai de 15 jours en cas de non paiement des sommes prêtées les notables peuvent, sur simple avis de l'Administrateur faire vendre les récoltes, en fait le débiteur peut avoir eu le temps de vendre sa récolte, et cela, sans encourir les peines édictées par l'article 408 du Code pénal en matière de détournement.

C'est qu'en effet, juridiquement les récoltes ne constituent pas un gage réel. Le gage est un droit réel qui nécessite la mise en possession du créancier et d'autre part la loi interdit l'hypothèque des biens à venir.

Pour ce qu'il s'agit des terres, on ne voit pas en vertu de quel droit, la poursuite pourrait s'exercer. C'est la commune qui contracte vis à vis de la Banque, et les notables ne sont responsables que de leurs déclarations. Ils s'engagent à supporter les charges qui résulteront d'une fausse énonciation ou d'une estimation exagérée des terres et rien de plus. Pour l'emprunteur, il n'est tenu à la commune par aucun lien juridique. Celle-ci fait bien signer un contrat, mais il n'est pas transcrit ou enregistré au Grand-Livre.

Ajoutons à cela que les notables des villages qui prêtaient eux-mêmes et à des taux fort élevés, n'avaient aucun intérêt à faire réussir l'institution du crédit agricole. Aussi, les a-t-on vus souvent prêter leur concours à l'indigène pour commettre des fraudes telles que substitution de noms, exagération dans

l'estimation des revenus des terres engagées, demandes d'emprunts supérieures au tiers de la valeur de la récolte, ou bien même emprunts contractés à la Banque dans un but de spéculation.

Pour toutes ces raisons, il est arrivé fréquemment que le recouvrement n'a pas pu être effectué et l'Administration a été obligée chaque fois, de rembourser à la Banque, sans qu'elle ait pu elle-même user d'un recours quelconque contre la commune de l'emprunteur.

Un rapport de 1910 nous apprend que pour la campagne agricole 1907-1908, la colonie a été obligée de verser à la Banque 43,000 piastres, qu'elle n'avait pas pu faire rentrer.

En somme, malgré les services que la Banque a pu rendre : 1.739.464,42 de prêts consentis en 1905, et 1.255.251,05 en 1906, années où la colonie a été particulièrement éprouvée tant par le typhus que par les inondations, on peut dire que l'expérience du crédit agricole faite sans préparation suffisante n'a pas donné les résultats qu'on aurait pu en attendre.

L'institution du crédit agricole allait-elle donc disparaître ? Il y avait peut-être mieux à faire.

Des réformes urgentes appropriées aux besoins du pays pouvaient lui rendre la vie.

La Banque de la Cochinchine et les magasins généraux.

A la date du 19 Avril 1908, le directeur d'une banque nouvellement créé, dite « Banque de Cochinchine » fit à la colonie les propositions suivantes :

Les prêts continueraient à être faits par la Banque de l'Indo-Chine avec la garantie de la Colonie. Pour que celle-ci n'eût à courir aucun risque, les prêts ne seraient consentis qu'après le dépôt des récoltes dans les magasins généraux de la Banque de la Cochinchine. Les marchandises données en nantissement ne pourraient être remises qu'après un bon de livraison délivré par la Banque de l'Indo-Chine, constatant le remboursement des prêts.

Ce système de warrantage, en outre des garanties qu'il donnait à la colonie pouvait présenter certains avantages à l'emprunteur indigène lui-même. La Chambre d'Agriculture favorable à ce projet, estimait en effet qu'en cas de baisse trop sensible, l'indigène n'étant pas obligé de vendre sa récolte pour faire face à ses besoins, pourrait attendre des moments de vente plus favorables. Le fait seul de l'emmagasinement pouvait d'ailleurs déterminer un mouvement de hausse.

La Chambre de Commerce objecta que la Cochinchine ayant comme principaux concurrents dans le commerce du riz la Birmanie et le Siam qui procui-

sent pour près de 3 millions de tonnes de riz, le marché ne saurait être influencé par les mouvements d'entrée et de sortie des stocks en magasin. Au surplus, la création des magasins généraux se traduirait pour les emprunteurs, par une charge que l'on évaluait à 0.15 par 0.60 kgr., et absorberait ainsi le bénéfice escompté de la hausse.

Quelque fondées que fussent ces critiques, la création d'une banque destinée à jouer le rôle d'intermédiaire direct entre le producteur et l'acheteur français et étranger, pouvait avoir des résultats heureux. Elle pouvait contribuer à l'étargissement de la concurrence, en permettant au producteur indigène d'écouler sa marchandise ailleurs que sur le marché local, sans passer nécessairement par les intermédiaires asiatiques. Elle faisait obstacle au monopole et tendait à enrayer la spéculation.

Une commission fut nommée dans le but d'étudier les propositions faites par la Banque de Cochinchine.

Elle adopta le principe de la constitution d'hypothèque avec la terre comme garantie. Mais elle fit valoir que, du moment que les prêts n'étaient consentis qu'après la réalisation et l'entrepôt dans les magasins généraux, ils devenaient tout à fait inutiles, puisqu'ils devaient servir à couvrir les frais de labour et d'achat de semences.

Considérant en outre que les opérations de prêt ef-

fectuées par la Banque avaient consisté en un simple jeu d'écritures qui lui rapportait 6 %, elle émit l'avis d'y substituer purement et simplement la colonie elle-même.

Ce projet souleva de nombreuses objections. On fit valoir que les établissements de crédit ne manqueraient pas de protester contre la concurrence qui leur serait ainsi faite par la Colonie.

On doute même de la légalité d'une hypothèque constituée par simple acte administratif.

En définitive, le système proposé par la Commission ne fut pas adopté.

En substituant au prêt sur récoltes pendantes, un prêt à long terme et par annuité sous forme de crédit hypothécaire, le système de la Banque de Cochinchine aurait eu plus de chances de réussir et lui aurait permis de subsister. M. PENANT a essayé de démontrer dans le recueil de jurisprudence et de législation coloniales, que le droit français en matière de régime hypothécaire, pouvait s'appliquer aux indigènes (1). Seulement pour son application il y aurait lieu d'établir un régime foncier solide. Il faudrait que le livre foncier révélât exactement la situation juridique du sol, l'étendue des droits réels et les charges qui les grèvent.

(1) Recueil de jurisprudence et de législation coloniales.

Dans ces conditions, rien ne s'opposerait à ce que le dia-bô eut une valeur d'inscription hypothécaire.

Toujours est-il que la Banque de Cochinchine a disparu.

Seule, la Banque de l'Indo-Chine continue ses opérations de prêt sous la responsabilité de l'Administration. L'intérêt est de 8 % dont 2 % de ristourne à la Colonie.

Le Crédit Mutuel.

Le véritable remède consiste, croyons-nous, dans le crédit mutuel. Le gouvernement hollandais s'est préoccupé de l'organiser à JAVA où, après une étude sérieuse de la question, on a abouti à la création de granges banales de village (2).

Ces granges font des avances de riz aux paysans, remboursables après la récolte avec un intérêt correspondant à la différence de la valeur du riz avant et après la récolte. Elles font aussi des prêts en argent. Le fonds de roulement est constitué :

- 1° Par les primes payées par les emprunteurs.
- 2° Par les dépôts volontaires.
- 3° Par les versements des actionnaires.
- 4° Par les avances du Gouvernement.

(2) Bibliothèque coloniale internationale. Comptes rendus de 1907 et 1908.

Aucune garantie hypothécaire n'est exigée. L'administration des granges de village est assurée par un conseil d'indigènes contrôlée par une commission également indigène, nommée par le Gouvernement. A la fin de 1907, il y avait 44 banques agraires, 7.500 granges banales, disposant de 3 millions de florins.

La France avait déjà devancé la HOLLANDE dans cette voie. C'est en Algérie que les premières sociétés indigènes de prêt mutuel agricole furent fondées. Dès l'année 1868, une société de crédit et de secours mutuel fut fondée à MILIANAH.

Le fonds de roulement était constitué :

1° Par une cotisation de 1 franc par mois ou le versement d'une quantité de grains équivalente.

2° Par des dons.

3° Par le montant des amendes dues par les habitants de la commune.

4° Par le montant de l'intérêt annuel payé par les emprunteurs en nature ou en argent.

5° Par des subventions diverses.

La société ne distribuant aucun dividende, elle ne consentait des prêts que pour un délai maximum de trois ans. En général, elle prêtait seulement jusqu'à la prochaine récolte. Le conseil de société de chaque section appréciait les besoins et la solvabilité de l'emprunteur.

La société de MILIANAH est un plein succès qui dé-

mina la fondation d'associations similaires. En 1908, il y avait 192 sociétés au capital de 18.269.074 Frs. Le nombre des sociétaires s'élevait à 515.269. Les avances consenties étaient de 6.158.691,27 (1).

Plus près de la COCHINCHINE, au TONKIN, il existe des sociétés de prêts et de secours mutuels, connues sous le nom de dong-loi (2).

Nous lisons à l'article 2 des statuts :

« La société a pour but de procurer aux agriculteurs de la province, un profit avantageux en leur achetant leurs produits et en lui distribuant ensuite une part importante sur les bénéfices réalisés sur la vente de ces mêmes produits. La Société peut également acquérir des actions dans les sociétés fondées pour la mise en valeur de terrains incultes, ainsi que dans les sociétés industrielles manufacturant les produits de la terre.

« La société fait aux agriculteurs des avances en argent, en grains, semences, outils et machines agricoles.

Art. 3. La société met en réserve une partie des bénéfices réalisés, de façon que si elle devient riche, chacun de ses membres pourra avoir plus tard un petit capital qui lui sera utile pour ses vieux jours.

(1) VARNIER : Rapport sur les sociétés de prêt mutuel en Algérie.

(2) Situation de l'Indo-Chine de 1902 à 1907, tome 1^{er}.

« Art. 5. Une remise de 10 % sur le bénéfice net réalisé chaque année sur l'ensemble des opérations sociales sera faite aux villages sociétaires.

La colonie de la Cochinchine semble vouloir suivre l'exemple donné par sa voisine.

Il existe depuis quelques années dans la province de MYTHO, une Mutualité agricole. Elle fonctionne d'une façon normale. La caisse de crédit attire, de plus en plus nombreux, les emprunteurs qui, jusqu'à présent, ont acquitté régulièrement leurs dettes.

La Mutualité compte à ce jour 863 sociétaires son magasin conserve environ 40.000 gias soit 920.000 Kgs (1).

Les opérations pour l'année 1918 peuvent se décomposer ainsi :

Quantité de paddy emmagasinée . . .	40.967 gias
Quantité de paddy vendue.	29.205 gias
Quantité restante	20.762 gias.

La situation financière de la caisse de crédit est la suivante :

(1) QUESNEL: L'agriculture indigène en Cochinchine, page 32.

Montant du capital social versé. . .	3.957 p. 50
Valeur des terres apportées en garan- tie solidaire	579.200 p.
Valeur des terres apportées par les em- prunteurs en garantie de leur dette	275.070 p.
Valeur du paddy en magasin du syndi- cat 40.967 gia de 40 litres à 50 p.	
les 100 gia	20.483 p. 50
TOTAL: . .	878.771 p.

PRETS CONSENTIS

Prêts à court terme, sur garantie de paddy en maga-
sin du syndicat.

Nombre : 87.

Montant 10.355 p.

Prêts à long terme sur nantissement de
terre :

Nombre : 99 100.800 p.

TOTAL. . . 141.155 p.

REMBOURSEMENT

Prêts à court terme :	4.000 p.
Prêts à long terme :	60.230 p.

TOTAL: . . 64.230 p.

Reste dû : 46.925 piastres

En dehors de la Mutualité de MYTHO, il s'en est fondé une autre à SOCTRANG. Elle n'en est qu'à ses débuts. Il n'est pas possible de donner des précisions à son sujet.

Elle est mixte et comprend en outre des indigènes un certain nombre de colons français de la province. Il vient de procéder à la création d'une caisse agricole. Son action s'étend sur deux provinces voisines : BACLEU et une partie de RACHGIA.

Il faut souhaiter que des syndicats semblables se créent dans chaque province de la Cochinchine. Nous voudrions même les voir compléter par des coopératives d'achat et de vente et par des mutuelles-labours. L'achat en commun d'instruments aratoires et d'engrais serait une source d'économies pour les indigènes. La vente en commun leur permettrait de s'affranchir d'intermédiaires coûteux. Quant aux mutuelles labours, ce sont des sociétés qui permettent aux associés de se prémunir contre les fléaux agricoles

par les revenus d'un champ social cultivé en commun. Les disponibilités de cette association peuvent servir à fonder des caisses ou sociétés de Crédit Mutuel (1).

Maintenant que l'élan est donné, espérons qu'il se continuera et que nous verrons se réaliser, par la fusion de tous les syndicats, une véritable commune rurale.

La Question de la Piastre.

L'INDO-CHINE subit actuellement une grave crise monétaire, par suite de la hausse de la piastre. L'étude de ce problème mérite de prendre place dans notre travail sur l'évolution économique de la Cochinchine.

Avant la guerre, la piastre valait environ 2 f. 30. Elle a valu, il y a quelque temps 16 Frs, elle en vaut maintenant 15.

La répercussion de cette hausse ne peut pas manquer de se faire sentir sur la production générale du pays. Les colons en effet sont obligés de payer la main-d'œuvre en piastres, sans en diminuer la quantité dans la mesure de sa majoration.

Il en résulte une élévation du prix de revient et par conséquent du prix de vente des productions Indo-

(1) ODET DENYS: L'agriculture indigène dans les colonies françaises.
(Rapport au Congrès de l'Agriculture Coloniale).

Chinoises qui se trouvent victorieusement concurrencées sur les marchés extérieurs par les marchandises similaires des régions voisines comme l'Inde, la Birmanie, le Siam, la Malaisie, etc. .

Notons que cette hausse a permis au budget de l'Indo-Chine de se solder, pendant ces dernières années avec de gros excédents déterminés par le paiement des droits et impôts en piastres. Mais un gouvernement ne saurait s'enrichir dans un pays qui s'appauvrit.

Une diminution de la production détermine finalement une diminution dans les revenus du fisc.

La France est d'ailleurs la première à souffrir de cet état de choses, puisqu'elle se trouve dans l'impossibilité d'exporter de l'Indo-Chine certains produits nécessaires à sa consommation.

Pour venir en aide aux colons menacés dans l'exploitation de leurs terres, le Gouverneur avait eu l'idée de faire des avances à certains producteurs, notamment aux planteurs de caoutchouc. Ce ne pouvait être qu'une solution transitoire.

Le premier soin du nouveau Gouverneur général de l'Indo-Chine M. Maurice Long a été d'étudier les moyens de remédier à cette crise.

Sa décision n'a pas tardé.

Un arrêté vient d'être pris qui décrète le cours forcé de la piastre au taux de 15 Frs.

Pour donner à cette mesure toute sa valeur, il conviendrait de créer une nouvelle piastre à titre réduit, à l'exemple de ce qui s'est passé dans les pays voisins de l'Extrême Orient. De cette façon les indigènes n'auraient plus intérêt à exporter la monnaie métallique. Après cela le Gouvernement pourra envisager une nouvelle réduction du taux de 15 Frs qui nous paraît déjà excessif.

Peut-être a-t-il voulu procéder par étapes pour ménager les affaires en cours.

CONCLUSIONS

Arrivés au terme de notre étude, il nous paraît nécessaire de condenser en quelques lignes les conclusions qui en découlent :

A ce point de vue de la main-d'œuvre, nous avons démontré que si elle est rare en Cochinchine, la surpopulation du delta Tonkinois pouvait y remédier. Il suffira alors de la réglementer par des dispositions précises. Déjà, Monsieur le Gouverneur Général SARRAUT a dressé tout un plan de réformes dont l'exécution devra être poursuivie.

Il a institué un Contrôle Général de Travail et de la Colonisation chargés de l'étude des questions se rattachant à la législation du travail et à la mise en valeur des régions incultes.

Cet organisme devra se compléter d'une inspection de la colonisation qui jouera vis-à-vis de la main-d'œuvre agricole le rôle que joue l'inspection du travail vis-à-vis de la main-d'œuvre ouvrière.

Il devra s'intéresser aux questions d'hygiène sociale, d'assistance en cas de disette, ou de maladie, idées qui se trouvent en germes dans l'ancienne société Annamite.

En ce qui concerne l'outillage de la colonie les efforts de l'administration doivent porter sur l'amélioration des voies ferrées, sur la multiplication des routes et surtout sur l'utilisation du magnifique réseau fluvial de la colonie en augmentant le nombre des chaloupes à vapeur.

Au point de vue du crédit, nous avons dit que l'avenir était à la mutualité. L'administration devra aider les sociétés de crédit mutuel déjà existantes, encourager à en créer de nouvelles.

Au point de vue des améliorations possibles de la culture du sol, il semble nécessaire de procéder à une réorganisation complète du service de l'Agriculture.

Celui-ci compte à peine quelques champs d'expérience dans les provinces de PHU-MY, de CANTHO et de ONG-YEM. Il importerait de les multiplier.

Chaque région devrait avoir des champs d'expérience de plusieurs hectares où l'on étudierait les moyens d'améliorer les principales cultures de la région et d'acclimater des plantes étrangères. Un même champ pourrait réunir des cultures similaires, telles que le café, le cacao, il en faudrait un spécial pour le caoutchouc, un autre pour le tabac.

Au dessous de ces champs régionaux, on pourrait concevoir la formation, dans les villages, de fermes modèles de moins grande étendue entretenues par des agents de culture.

Ces agents seraient recrutés parmi de jeunes indigènes instruits dans des écoles spéciales d'agriculture et qui auraient en outre fait un stage dans les champs d'expériences régionaux.

Il importe aussi que l'on forme des ingénieurs agricoles et forestiers fils de l'élite de la population qui soient capables grâce au savoir qu'ils ont acquis d'exploiter rationnellement les richesses naturelles du pays.

C'est pour arriver à ce but que M. Le Gouverneur Général Sarraut a fondé par un arrêté du 8 Juillet 1917 l'Université Indo-Chinoise. Elle doit comprendre à côté d'une école de médecine et de pharmacie, d'une école vétérinaire, d'une école de pédagogie, d'une école d'administration et de droit, d'une école Centrale avec ses sections spéciales de travaux publics, d'électricité, de chimie industrielle, d'architecture et du bâtiment, d'une école supérieure de navigation et de pêche, d'une école d'agriculture et des forêts.

Les élèves se destinant à cette école devront séjourner obligatoirement une année tout comme ceux qui se destinent à la médecine dans une école des sciences annexé à l'école de médecine d'Hanôï.

Cette culture scientifique sera de la plus grande utilité pour la formation des futurs ingénieurs agricoles et forestiers.

Ainsi dotée de ces différents organismes économique, administratif et universitaire la colonie de la COCHINCHINE pourra continuer son évolution économique dans le calme et la prospérité.

Elle a fourni pendant la guerre un effort admirable qui ne se démentira pas pendant la paix.

Les indigènes qui auront pris part à la défense de la France, goûteront mieux l'esprit et la civilisation des Français.

Pourvu qu'on les aide, ils ne demandent qu'à travailler, c'est leur intérêt, c'est celui de la France.

Vu par le Président de la Thèse,

PAUL LESEUR.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

Table des Matières

Introduction	Page 1
CHAPITRE I	
<i>Le régime des terres</i>	
Paragraphe I. Avant la conquête	7
— II. Depuis la conquête	10
— III. Consolidation de la propriété indigène	17
CHAPITRE II	
<i>Main-d'œuvre</i>	
Paragraphe I. L'immigration	19
— II. Réglementation de la main-d'œuvre	22
— III. Le métayage	23
CHAPITRE III	
<i>Productions agricoles de la Cochinchine. — Le riz.</i>	
<i>Impôts.</i>	
Paragraphe I. La nature du sol propre à la culture du riz. — Procédés employés pour la culture du riz. — Les engrais. — Les semences. — Culture mécanique. — Hydraulique	27
Paragraphe II. Le commerce du riz. — Exportation	37
Paragraphe III. Les impôts : Impôt direct. — Impôt indirect. — Autres cultures. — Cultures riches : Poivre, café, cacao, canne à sucre, vanille, tabac, caoutchouc, bois, maïs. L'industrie de la soie	43
Paragraphe IV. Les transports.	67
CHAPITRE IV	
<i>Le crédit agricole. — La banque de l'Indo-Chine.</i>	
<i>La banque de la Cochinchine.</i>	
Paragraphe I. Le fléau de l'agriculture indigène. — L'usure. — Crédit mobilier : les récoltes, magasins généraux. — Crédit immobilier : les terres	71
Paragraphe II. Le crédit mutuel : les institutions indigènes de prévoyance et de prêt mutuel	82
Paragraphe III. La question de la piastre	88
CONCLUSIONS	91

Etablissement Typo-Lithographique

- - EDITIONS MODERNES ET DE LUXE - -

: - : Jos. VERMAUT : - :

rue Longue des Pierres, 28, Courtrai

-- 99, Boulevard Raspail, Paris --
